

Mai-Juin 1936

Prix: 2 francs

LENINE1917LENINE1917 - NOSKE1919NOSKE1919 HITLER1933HITLER1933
LENINE1917LENINE1917 - NOSKE1919NOSKE1919 HITLER1933HITLER1933
LENINE1917LENINE1917 - NOSKE1919NOSKE1919 HITLER1933HITLER1933
LENINE1917LENINE1917 - NOSKE1919NOSKE1919 HITLER1933HITLER1933
LENINE1917LENINE1917 NOSKE1919NOSKE1919 HITLER1933HITLER1933

B I L A N

**BULLETIN THÉORIQUE MENSUEL DE LA
fraction Italienne de la Gauche Communiste**

31

SOMMAIRE

**LA VICTOIRE ELECTORALE DU FRONT POPU-
LAIRE EN FRANCE**

APRES LES ELECTIONS EN BELGIQUE.

LA VICTOIRE DE L'IMPERIALISME ITALIEN.

LE CONFLIT ARABO-JUIF

**DE L'UNION SACREE A ZIMMERWALD, par
A. Rosmer.**

LES TRAITRES A L'ŒUVRE

**PROBLEMES DE LA PERIODE DE TRANSITION
(Mitchell).**

CALLIGARIS.

VICTOR SERGE.

**Rédaction-Administration : G. DAVOUST, 26, rue des Plantes, Paris (14^e)
Compte chèques postaux: Davoust Paris 851.91**

B I L A N

Bulletin théorique mensuel de la
Fraction italienne de la Gauche communiste

N° 31

La victoire du Front Populaire en France

Les conditions qui contresignent le triomphe du Front Populaire et son avènement au pouvoir laissent planer sur la situation une terrible inconnue. Nous trouvons-nous devant une nouvelle période où le capitalisme essaiera de se survivre sans l'issue de la guerre mondiale et par la réalisation d'une Union Sacrée entre les classes sans précédent dans l'histoire de la société bourgeoise; ou bien encore la victoire du Front Populaire n'est-elle qu'un profond pressentiment de la bourgeoisie française qui comprend que, la guerre étant inévitable, elle doit créer de telles conditions de pourriture du mouvement ouvrier que même les catastrophes de la guerre ne pourront faire surgir un parti révolutionnaire capable de guider les masses vers l'insurrection. Dans l'un sens comme dans l'autre, il est difficile de répondre clairement aujourd'hui. N'oublions pas que les élections en France se sont effectuées pendant cette période de la situation mondiale caractérisée par une détente dont personne ne sait si elle est apparente ou réelle. Ce qui apparaît totalement exclu c'est que la nouvelle forme de domination du capitalisme que s'avère être la Front Populaire se reproduise dans les différents pays démocratiques sous l'influence des événements dans l'un d'entre eux, soit l'Espagne ou la France. De même qu'en Espagne on y retrouve toute l'évolution de la lutte des classes de ces dernières années, de même en France le Front Populaire se constitue et se forme pendant les attaques des différents gouvernements de « trêve nationale » qui, après le 4 février 1934 ont fortement entamé les conditions d'existence des masses travailleuses.

Le Front Populaire s'est avéré être le processus réel de la dissolution de la conscience de classe des prolétaires, l'arme destinée à maintenir dans toutes les circonstances de leur vie sociale et politique les ouvriers sur le terrain du maintien de la société bourgeoise.

Contre cette appréciation qui correspond d'ailleurs aux positions centrales que défend notre fraction, il y en a d'autres qui peuvent se synthétiser autour de la formulation suivante: le Front Populaire représente évidemment un instrument aux mains du capitalisme, mais sa base ouvrière, qui a assuré la victoire électorale a une toute autre signification, en l'espèce il s'agit d'une réaction contre la politique d'affaiblissement des décrets-lois. Laissons de côté le fait que les ouvriers français ne pouvaient nullement s'y méprendre, socialistes et centristes surtout ayant parlé avec une luminosité éclatante sur la réconciliation des Français, les traîtres à la patrie que seraient les fascistes, sur la France forte, libre et heureuse. Nous voulons seulement insister sur l'impossibilité de départager, dans la victoire électorale du Front Populaire les

intentions des ouvriers d'un côté, celles opposées des dirigeants centristes et socialistes de l'autre. Ce qui compte dans la lutte de classe est la nature et les objectifs d'une formation politique donnée surtout lorsqu'elle se trouve au pouvoir. En l'espèce le Front Populaire ne peut représenter qu'une forme de domination capitaliste, la forme qui peut le mieux correspondre aux intérêts de la bourgeoisie. Loin de faciliter l'éclosion des luttes de classe des ouvriers elle est appelée à les embrigader dès le premier jour de son ascension au pouvoir et même avant évidemment. Demain, le Front Populaire devait-il se sentir incapable de mater les mouvements ouvriers par la seule corruption et par les manœuvres? Eh bien, il aura recours à la violence, ainsi qu'il est arrivé en Espagne et en Allemagne notamment. Et si, par hasard, le capitalisme devait avoir recours à une vague générale de terreur, eh bien, le gouvernement du Front Populaire n'hésiterait pas à s'effacer — comme il advint en Prusse — paisiblement pour faciliter l'arrivée des nouveaux maîtres.

L'élément essentiel qui prouve que la bourgeoisie française, malgré les sottises du « Temps » et de certains organes de droite, comprend et appuie aujourd'hui la tactique du Front Populaire est bien la position de désistement loyal du parti radical au deuxième tour. Certes, le philistin ignorant pourra lever les bras au ciel et mettre en garde les radicaux qui ont fait les frais du succès de leurs coéquipiers du Front Populaire. Mais sur un tout autre plan on peut rappeler utilement qu'en Allemagne, en Italie les avertissement ne manquèrent pas aux social-démocrates qui néanmoins firent le lit du fascisme et furent chassés violemment par lui. En France, le parti radical doit faire les frais des succès socialistes et centristes au nom des intérêts supérieurs du capitalisme. C'est son attitude seule qui facilita au deuxième tour le glissement vers la gauche qui fait du parti socialiste le parti le plus fort de France et du P. C. une organisation avec une forte représentation parlementaire.

Que l'une ou l'autre des deux perspectives que nous avons mises en évidence se réalise et la bourgeoisie française sera toujours armée. Que le Front Populaire soit l'instrument pour jeter les ouvriers dans la guerre dans des conditions où leurs sur-sauts ultérieurs seront chaotiques et confus ou qu'il soit l'instrument nouveau pour pulvériser le prolétariat dans l'Union Sacrée, en dehors d'une perspective de guerre mondiale que la localisation des conflits inter-impérialistes éloignerait encore pour plusieurs années, le fait est que les prolétaires sont lourdement frappés et, dans l'un cas comme dans l'autre, mis dès aujourd'hui dans l'impossibilité de résister efficacement à leurs ennemis de toute couleur.

Les conditions qui accompagnent le triomphe du Front Populaire sont donc celles qui voient l'anéantissement de la conscience de classe des ouvriers. Le triomphe du gouvernement du Front Populaire consacre la disparition de toute résistance prolétarienne au régime bourgeois, du moins de toute résistance organisée du prolétariat. Des centristes aux socialistes, tous s'efforcent de bien faire ressortir que le gouvernement Blum ne sera pas un gouvernement révolutionnaire, qu'il ne touchera pas à la propriété bourgeoise, qu'il ne faut pas que les possédants prennent trop au sérieux la formule centriste : faire payer les pays. Le programme du Front Populaire porte comme premier point l'amnistie et non la révolution; l'épuration des administrations; la dissolution des Liges et puis des mesures économiques de grands travaux que l'on exécutera, comme en Belgique M. de Man en exécute pour résorber le chômage. Les centristes seront satisfaits des dernières décisions du parti radical, déclarant participer au gouvernement Blum et exigeant l'unité de vote de ses élus au gouvernement. Deux bonnes décisions dira l'« Humanité » qui s'empressera de crier que le Front Populaire représente enfin la revanche des Communards sur Versailles.

Toute la presse bourgeoise louera la modération des socialistes et des centristes et l'on ne prendra pas trop au sérieux les accusations de l'extrême droite criant que

le P. C. prépare l'avènement des Soviets avec ses comités de Front Populaire. Mais dans cette atmosphère idyllique une seule note discordante : les menaces de conflits de salaires de prolétaires lassés des promesses « d'humanisation » des décrets-lois. A grand peine la C. G. T. avait liquidé la menace d'une grève générale des mineurs du Pas-de-Calais, menace qui pouvait tomber comme un pavé dans une mare entre les deux tours électoraux. Après la victoire du Front Populaire des mouvements se déterminent progressivement jusqu'à embrasser ces derniers temps l'ensemble de la région parisienne. Un journaliste belge a fait remarquer très justement que les mouvements en France se sont déclenchés un peu sur le type des grèves de mai 1936 en Belgique : en dehors et contre les syndicats, en somme comme des mouvements « sauvages ». Le caractère même de ces grèves, l'occupation des usines, qui n'est en rien comparable à ce qui s'est passé en Italie, est identique à l'occupation des puits par les mineurs de Charleroi. Ici comme là la première préoccupation des dirigeants syndicaux et socialistes est de faire cesser les mouvements qui compromettent leurs positions gouvernementales.

Dès le 11 mai des grèves éclatent au Havre et à Toulouse dans des usines d'aviation où les ouvriers font la grève dans l'usine et obtiennent satisfaction pour ce qui est de la reconnaissance des délégués syndicaux par les patrons et le réengagement d'ouvriers licenciés pour avoir manifesté le 1er mai.

A partir du 14 mai, le mouvement atteint la région parisienne. C'est à Courbevoie, où les ouvriers font la grève dans l'usine et arrachent 0.25 fr. d'augmentation et un contrat collectif de six mois. C'est à Villacoublay où les ouvriers obtiennent des vacances payées, puis à Issy-les-Moulineaux, à Neuilly, à Gennevilliers.

Partout les mouvements se déclenchent en dehors de toute intervention des syndicats, spontanément, et acquièrent tous le même caractère : des grèves au sein de l'usine.

Le jeudi 28 mai, c'est enfin la grève chez Renault, où 32,000 ouvriers se mettent en branle. Le vendredi et samedi les entreprises métallurgiques de la Seine entrent dans le mouvement.

Ce n'est pas par hasard que ces grandes grèves se déclenchent dans l'industrie métallurgique en débutant par les usines d'avions. C'est qu'il s'agit de secteurs qui travaillent aujourd'hui à plein rendement, du fait même de la politique de réarmement suivie dans tous les pays. Ce fait ressenti par les ouvriers fait qu'ils ont dû déclencher leurs mouvements pour diminuer le rythme abrutissant de la chaîne; améliorer leurs salaires; obtenir un contrat collectif de travail et la reconnaissance des syndicats par le patronat; des vacances payées, sur la base d'une intensification du travail en métallurgie qui se fait en fonction de la guerre. C'est donc là un paradoxe douloureux dont les ouvriers ne sont pas responsables mais qui revient aux forces du capitalisme qui ont réduit les travailleurs à cette situation.

Mais, dès samedi, une détente se manifeste, un accord intervient chez Renault, au moment où des usines sont à peine touchées par le mouvement et que le nombre des grévistes restant s'élève approximativement à 40,000. Il est certain que la C. G. T. fera l'impossible pour arrêter l'extension du mouvement et le liquider au plus vite.

Chez Renault qui fut l'axe du conflit dans la région parisienne, les ouvriers obtiennent une promesse d'examen dans le délai le plus court du relèvement des salaires en dessous de 4 fr. (combien sont-ils chez Renault?); une demi-journée de grève payée; aucune sanction pour fait de grève; la reconnaissance du syndicat des métaux au travers de l'élaboration d'un contrat collectif au sujet duquel des pourparlers auront lieu entre ouvriers et patrons. Dans des entreprises moins importantes (Gennevilliers, 15,000 ouvriers) le succès est réel, car les prolétaires obtiennent 1 fr. à 1.50 fr. d'augmentation, la reconnaissance des délégués d'atelier, les heures de grèves payées et des vacances payées. Dans presque toutes les petites entreprises le

succès ouvrier est plus complet que dans les grandes, telles Renault et, semble-t-il, Citroën.

Après l'exposition des faits, il faut dégager leur signification. Il s'agit d'abord d'essayer de comprendre le caractère nouveau de ces grèves. Dans le « Peuple » Belin donne cette explication : ce sont les patrons qui sont responsables de la forme des grèves en métallurgie. On a montré aux ouvriers « les résultats qu'on obtient par la force, par l'illégalité, et, à tout le moins, par l'interprétation restrictive ou abusive de la loi. Que ceux-ci n'aient pas tout à fait oublié la leçon qui leur fut donnée par leurs employeurs, il n'y a pas lieu d'en marquer de l'étonnement ».

Dans l'« Humanité » et dans le « Populaire » on fit un particulier effort pour bien prouver que le Front Populaire n'était pour rien dans ces mouvements et surtout dans leurs formes. Il fallait à tout prix tranquilliser la bourgeoisie qui, comme le prouve l'article de Gallus dans l'« Intransigeant », n'était pas le moins du monde effrayée. Le capitalisme comprenait parfaitement qu'il ne pouvait être question d'une véritable occupation des usines, mais d'une lutte ouvrière prenant pour champ de combat l'intérieur de l'usine où l'intrusion des partis du Front Populaire, de la C. G. T. est moins à craindre. En Belgique aussi les grèves des mineurs en mai 1935 eurent ce caractère et l'exprimèrent clairement en refusant de recevoir dans la mine des délégués officiels des syndicats socialistes, du P. O. B. ou du P. C.

De pareils mouvements sont symptomatiques et gros de dangers pour le capitalisme et ses agents. Les ouvriers sentent que leurs organisations de classe sont dissoutes dans le Front Populaire et que leur terrain d'action spécifique devient leur lieu du travail où ils sont unis par les chaînes de leur exploitation. Dans de pareilles circonstances une fausse manœuvre du capitalisme peut déterminer des heurts, des chocs qui peuvent ouvrir les yeux aux travailleurs et les éloigner du Front Populaire. Mais Sarraut comprit encore une fois la situation. Il laissa faire. Pas de gardes mobiles, pas de brutale expulsion des travailleurs des usines. Des marchandages, et puis laisser faire socialistes et centristes.

Le 30 mai, Cachin tente de lier ces mouvements de classe en opposition au Front Populaire à ce dernier. Il écrit : « Le drapeau tricolore fraternise sur l'usine avec le drapeau rouge. Les ouvriers sont unanimes à soutenir les revendications générales : Croix de Feu, Russes blancs, étrangers, socialistes communistes, tous sont fraternellement unis pour la défense du pain et le respect de la loi (souligné par nous, N. d. l. R.). » Mais le « Populaire » du même jour n'est pas complètement d'accord avec cette appréciation, car après avoir chanté victoire au sujet de la rentrée chez Renault, il écrit : « C'est fini. C'est la victoire. Seuls dans l'Ile Séguin, quelques exaltés — il y a des sincères, mais aussi des provocateurs Croix de Feu — semblent en douter ». Il est probable que la « victoire chez Renault n'ait pas été approuvée par de nombreux ouvriers qui n'ont pas voulu faire preuve de « cet esprit conciliant » dont Frachon parle dans l'« Humanité » et qui les détermina très souvent à reprendre le travail « avec une partie seulement de ce qu'ils réclament ». Ceux-là seront les « provocateurs », les « Croix de Feu ».

Ces Messieurs du Front Populaire ont bien mis en évidence non seulement pour la bourgeoisie, mais aussi pour les ouvriers eux-mêmes, qu'il ne s'agissait pas d'événements révolutionnaires. Cela « une occupation révolutionnaire, écrit le « Populaire », allons donc ! Partout : Joie, ordre, discipline ». Et l'on montre des photos d'ouvriers dansant dans les cours des usines; on parle de parties de plaisir : « les ouvriers se baignent, ou jouent à la belote ou flirtent. »

Par ces moyens tout peut rentrer dans l'ordre sans l'intervention d'un seul garde mobile. Les prolétaires obtiennent évidemment certains avantages matériels, mais dans les grandes boîtes beaucoup de promesses et un contrat collectif qui, comme en Belgique, sera basé sur un système étouffoir de conciliation. Nous ne sommes

pas contre les contrats collectifs qui substituent à l'initiative individuelle, l'initiative des masses, mais nous n'acceptons pas qu'ils soient autre chose qu'une consécration d'un simple rapport de force. Le gouvernement Blum s'efforcera certainement de les développer mais dans le sens belge. Et, à ce sujet, il faut mettre en garde les ouvriers. N'oublions pas que la C. G. T. collaborera aux organes « techniques » du gouvernement et mettra tout en œuvre pour incorporer les syndicats à l'Etat.

Pour ce qui est des concessions consenties par la bourgeoisie aux métallurgistes de la Seine, il faut évidemment les relier à la reprise intensive du travail dans ces établissements. Mais du fait qu'elles furent nécessaires pour liquider pacifiquement le mouvement, il n'est pas exclu qu'elles précipitent une dévaluation monétaire dont M. Gaston Jèze a prêché l'opportunité ces jours-ci avec les mêmes arguments (réduction des frais de production, etc...) que l'économiste bourgeois, M. Baudhuin, le fit en Belgique quelque temps avant la dévaluation. En tout cas, il s'avère ici clairement avec quelle force le Front Populaire éteint aujourd'hui le prolétariat français. Dans ses organisations de classe règne l'Union Sacrée et quand il déclenche enfin des luttes sur les lieux de son travail, immédiatement, toutes les forces de la corruption et de la démagogie interviennent pour l'aveugler et lui faire quitter ce chemin dangereux.

Non ! le Front Populaire n'est pas une réaction des ouvriers, c'est une prison démocratique pour tous leurs mouvements; c'est une nouvelle victoire du capitalisme faussant et dénaturant toutes les libertés et institutions prolétariennes conquises rudement et chèrement par les travailleurs au prix de sanglantes luttes contre la bourgeoisie et ses institutions démocratiques. Les récentes grèves de la région parisienne devront donc être préservées par les communistes internationaux français des griffes capitalistes du Front Populaire, car elles en sont la négation de classe, l'émanation des ouvriers mêmes sentant l'impossibilité de faire triompher la moindre revendication de classe au sein du Front de la réconciliation des Français.

Après les élections en Belgique

Pour les centristes belges, le fait historique né des dernières consultations électorales consiste dans l'entrevue de Léopold III, Roi des Belges, et de Jacquemotte, 1er chef du P. C. Ces deux augustes personnages ont échangé de profondes réflexions qu'il n'appartient pas au commun mortel de connaître, sur les destinées du pays que tous deux aiment et vénèrent à leur façon. Mais cela est le côté farce de la situation politique en Belgique et il importe beaucoup d'examiner la réalité.

Les élections du 24 mai étaient un véritable plébiscite national où aucune voix profondément discordante ne pouvait se faire entendre. Des centristes aux socialistes jusqu'à l'extrême droite rexiste, tous affichaient un programme spécifiquement capitaliste et se disputaient en somme l'honneur de mieux représenter les intérêts de la classe dominante.

Deux faits dominaient la situation. D'une part, le gouvernement Van Zeeland, avec ses cinq ministres socialistes, déposait le bilan d'une année de pleins pouvoirs et, d'autre part, la bombe de Hitler avait fait du problème de la défense nationale et des crédits militaires un élément sacré au-dessus des luttes de partis, dont la contestation, selon l'expression de l'ex-gauchiste Spaak, équivalait à s'exclure de la communauté nationale.

Il ne semble pas que les ouvriers aient été fort friands de la Rénovation Nationale de Van Zeeland, comme ils semblent fort peu avoir apprécié la résorption du chômage du ministre De Man, le père du plan du travail. Si, d'ailleurs, l'on se donne

la peine de percer les bulles de savon socialistes et de voir en quoi réside l'œuvre du gouvernement d'Union Sacrée, l'on constate que la désaffection de couches d'ouvriers du P. O. B. a des bases sérieuses.

Après avoir dévoré les économies d'une masse de petites gens dans le krach de la Banque Belge du Travail, le P.O.B. prépara sa collaboration ministérielle en liquidant en janvier 1935 la menace d'une grève générale des mineurs au sujet de la pension de vieillesse. Il consacra, dès son entrée dans le gouvernement Van Zeeland la dévaluation monétaire qui amputa les salaires de 30 p.c. Lorsqu'en mai 1935, les mineurs de la Basse Sambre surtout du Bassin de Charleroi occupent les mines, le gouvernement, avec l'appui direct du P. O. B. les fait déloger en les asphyxiant à l'aide de gaz lacrimogènes. Et pendant que sous le coup de fouet dévolutionniste les stocks s'épuisaient, l'activité du port d'Anvers rebondit, les salaires ne sont pas réajustés si ce n'est de 2.5 p.c. dans certaines industries et parfois 5 p.c. Certes, en tenant compte de l'activité particulière qui se manifeste en métallurgie dans presque tous les pays et qui trouve son explication dans la préparation à la guerre, on peut dire que dans les charbonnages et en métallurgie, le chômage a diminué, mais le nivellement des salaires s'est effectué par le bas. En outre, l'expérience de la grève d'usure menée par les briquetiers du Rupel prouve combien efficace fut l'Union Sacrée pour empêcher le succès des mouvements revendicatifs. Autre chose qui mérite d'entrer dans la nomenclature de la situation est l'évolution du mouvement syndical belge. La préoccupation dominante des ministres socialistes fut de pousser à fond l'incorporation des syndicats à l'Etat, par le développement du système des commissions paritaires. Aujourd'hui, Mertens, secrétaire national de la Commission Syndicale, peut proclamer ouvertement que la fonction essentielle des organisations de classe est la distribution des allocations de chômage.

En résumé, la période Van Zeeland représente pour la bourgeoisie belge une accalmie tant au point de vue de la situation économique que des luttes sociales. On peut affirmer qu'elle fut un période de dissolution des luttes de classe des ouvriers où se reflétaient les défaites prolétariennes qui préparent le terrain à l'Union Nationale et l'action gouvernementale du P. O. B. faisant miroiter la résorption du chômage et le relèvement des salaires. La seule perspective qui pouvait conserver ce caractère à la situation belge était l'aggravation de la situation internationale et l'approche de la guerre mondiale. A défaut de celle-ci une nouvelle phase allait s'ouvrir — probablement très courte — où les possibilités de renouveau du mouvement ouvrier, allaient être emprisonnées dans des formes nouvelles de dissolution du prolétariat.

Ce n'est donc pas un hasard si sous Van Zeeland l'on ne parla presque pas du Front Populaire et si aujourd'hui, après la victoire électorale de Rex, socialistes et centristes l'envisagent. La bourgeoisie belge est poussée par la stagnation momentanée de la situation internationale à choisir des formes d'Union Sacrée très accentuées en vue de faire face aux difficultés de son économie qui ne peuvent pas trouver un exutoire momentané dans le massacre mondial. D'ailleurs, une des caractéristiques de la situation actuelle dans le monde est bien le contraste entre la préparation sociale pour la guerre dans les différents pays et les solutions qui sont données à des conflits tels la guerre italo-éthiopienne et la remilitarisation de la zone rhénane par l'Allemagne.

Le trait caractéristique de la situation belge est donné par ceci : avant les élections, le problème dominant est la défense nationale, que le coup de main d'Hitler a jeté dans le brasier de la tension internationale sans que les solutions militaires défendues définitivement par tous les partis, y compris le P. C., soient mises en question. La défense nationale domine évidemment les élections, mais comme problème dépassé par les événements. L'enjeu de la bataille électorale consiste plutôt dans

le renouvellement des moyens d'action du capitalisme contre le prolétariat. Et voici à côté des trois partis traditionnels vont prendre place Rex et le P. C. ainsi que, spécialement pour la Flandre, le mouvement nationaliste flamand de Staf Declercq.

Examinons maintenant les traits particuliers de la nouvelle période qui s'ouvre.

Le P. O. B. a mené campagne avec les Partis Catholique et Libéral pour le maintien de l'Union Sacrée et de l'œuvre de Rénovation Nationale. Par contre, Rex, le P. C. et les nationalistes flamands ont affronté les élections avec un programme démagogique de lutte contre les scandales financiers, de relèvement des conditions de vie des travailleurs et de libération du peuple flamand. Dans l'ensemble tous les partis se sont trouvés à leur place pour étouffer toute vision de classe des ouvriers. Rex devenait le danger du fascisme clérical genre Dolfuss, les frontistes flamands un nazisme belge et le P. C. la « grande lueur » du Front Populaire. En somme, l'on pourrait peut-être affirmer que Rex, organisation de jeunes dissidents du parti catholique continue l'action de ce dernier dans des circonstances nouvelles, alors que le P. C. continue l'action du P. O. B. et les nationalistes flamands le vieux mouvement frontiste en pleine décomposition. Le résultat des élections semble montrer que c'est bien cette direction qui fut suivie car Rex grandit au détriment des catholiques et les centristes au détriment du P. O. B. On ne voit pas encore bien la croissance réelle d'un mouvement fasciste en Belgique. Nous trouvons-nous devant une croissance du fascisme au travers de Rex ou d'une excroissance de groupements qui continuent l'action des vieux partis ? Pour le parti catholique ce n'est pas un fait nouveau. Déjà après les grandes grèves de 1886 se développe la propagande de l'abbé Daens en Flandre, qui canalise les masses flamandes, malgré son excommunication, derrière le parti catholique. Puis, en 1887, c'est le Congrès catholique qui, toujours sous l'impression des grandes grèves minières donne naissance au mouvement démocratique chrétien qui opposera des syndicats ouvriers aux syndicats socialistes. Pour le P. O. B. c'est désormais, le P. C. qui jouerait le grand rôle joué dans ce pays par les gauches socialistes, mais sur une échelle infiniment plus vaste et avec des tâches plus importantes. Il n'y a vraiment que le parti libéral, le parti des industriels des grandes cités, qui reste lui-même et qui continuera à jouer le rôle d'arbitre entre socialistes et catholiques.

Ce que les élections du 24 mai 1936 ont apporté de nouveau c'est un terrain propice à l'agitation antifasciste qui s'avère comme une nouvelle voie pour la bourgeoisie belge. Les 21 élus de Rex et les 18 nationalistes flamands, voilà un danger que les partis de gauche avec l'appui d'une fraction du parti libéral vont désormais agiter devant les masses pour leur faire accepter le prochain programme du gouvernement tripartite qui se prépare.

Ce qui distingue profondément la situation belge de la situation française, c'est qu'on y commencera avec un antifascisme gouvernemental alors qu'en France la grande action antifasciste du front populaire trouve son débouché dans le gouvernement de Léon Blum. L'antifascisme qui va se développer ici aura donc un caractère tout particulier qui ne permettra pas aux manifestations des masses de se détacher de l'action gouvernementale, qui accompagnera celle-ci pour pulvériser jusque dans ses tréfonds la conscience de classe des ouvriers et leur volonté de lutte. Rex sera peut-être le grand chantage du capitalisme belge et le P. C. l'élément de propulsion des mouvements des ouvriers qu'il faudra rattacher au P. O. B. parti de gouvernement.

Tout cela se déroule évidemment sur un terrain très peu stable et où les modifications de la situation mondiale seront fondamentales, car le capitalisme belge, pas plus qu'un autre capitalisme ne peut trouver une solution aux contrastes économiques et de classe qui l'agitent et, en dernière analyse, le seul débouché qui s'offre à lui ne peut être que la conflagration impérialiste.

Un autre élément sur lequel il ne serait pas mauvais de jeter un peu de clarté, est la scission qui s'est vérifiée à la veille des élections dans la Fédération Boraine du P. O. B. Des socialistes de gauche amalgamés avec les trotskistes du P. O. B. de la région de Charleroi ont présenté des listes dissidentes pour protester contre la radiation de W. Dauge, leur dirigeant, des listes électorales du P. O. B. où il était placé en ordre utile. Après avoir été exclu du P. O. B. sur une question électorale, les gens de l'« Action Socialiste Révolutionnaire » ont découvert que le parti socialiste était un cadavre puant, un ramassi de traîtres et qu'il fallait suivre d'une façon indépendante les enseignements de Lénine, Luxembourg, etc. Il est certain qu dans la région boraine W. Dauge a derrière lui de nombreux ouvriers dégoûtés de la politique réformiste (il a obtenu 7.000 voix aux élections), mais sa plate-forme politique est d'un confusionnisme outrancier ce qui est d'ailleurs parfaitement conforme avec sa collaboration avec les trotskystes orthodoxes. Sur aucun problème on ne sait exactement ce que veut l'« Action Socialiste Révolutionnaire » qui bénéficiera cependant de l'appui de Trotsky. Dauge a fait des propositions opportunistes pour éviter l'exclusion du P. O. B. (l'acceptation du programme électoral du P. O. B. si tous les membres étaient démocratiquement consultés et s'il était en minorité, etc...); dans de nombreux meetings du Borinage il tient un langage très dangereux (nous aimons notre patrie, la Belgique, et parce que nous l'aimons nous voulons renverser nos exploiters et seulement après nous serons partisans de la défense nationale). Enfin, ces révolutionnaires de la dernière heure s'érigent en partisans de la fondation d'un nouveau parti devant regrouper toutes les forces révolutionnaires du pays (sur quelle base, quel programme?) Dans ce chemin, l'« Action Socialiste Révolutionnaire » enregistre d'ailleurs un premier succès par son regroupement avec le groupe des trotskystes non centristes de Bruxelles qui sont vivement désireux d'apporter leur petite note confusionniste dans la grande famille de la confusion socialiste révolutionnaire.

En définitive, dans cette situation où les ouvriers sont encore une fois égarés, écartés profondément de leur chemin de classe, emprisonnés dans de nouvelles tenailles, la Belgique offre le spectacle d'une impuissance quasi totale du mouvement révolutionnaire où les trotskystes de toutes nuances ont galvaudé de précieuses énergies ouvrières, où ils en galvaudent encore avec l'appui de W. Dauge, qui semble s'engager dans le chemin de la scission syndicale dans le Borinage, alors qu'à notre avis, un seul groupe, très faible, il est vrai, la Ligue des Communistes Internationalistes veut véritablement rester dans le chemin de la formation de cadres communistes et du bagage idéologique du futur parti révolutionnaire.

La Ligue a adopté envers les élections, une position que nous n'approuvons pas et que nous avons examinée dans l'avant-dernier numéro de « Bilan » (1). Sa position consiste à conseiller aux ouvriers de voter pour une des formations ouvrières qui s'opposent à la réaction capitaliste à défaut de pouvoir se rassembler autour d'un parti révolutionnaire. Nous pensions que le mot d'ordre d'abstention se justifiait bien plus dans de pareilles circonstances où l'ouvrier ne trouve devant lui que des programmes de partis bourgeois ou au service avoué du capitalisme. Mais cela ne peut altérer en rien l'appréciation que nous donnons de la Ligue qui reste l'organisation de classe en Belgique où se reflète l'effort pénible des travailleurs pour forger un parti parlant le langage spécifique des luttes de classe qu'ils connaissent, connaissent et connaîtront.

(1) Voir « Bilan » n. 29 : Lettre à la Ligue des Communistes Internationalistes de Belgique « Au sujet du problème du parti et de la tactique ».

La victoire de l'Impérialisme Italien ouvre-t-elle un nouveau cours de la révolution mondiale ?

La position que nous avons constamment défendue au sein du mouvement communiste nous oblige à procéder, sans délai, à une première analyse des situations italienne et internationale qui se sont ouvertes après la victoire militaire de l'impérialisme italien en Ethiopie. Bien qu'il soit évidemment trop tôt pour dégager les tendances des situations nouvelles, il y a toutefois assez d'éléments neufs que l'ensemble des tendances et partis politiques n'avaient nullement prévus. Nous aussi, nous voyons apparaître des événements qui, loin de confirmer les prévisions que nous avions faites, semblent acquérir une toute autre signification que celle dont nous avions cru les situations imprégnées.

A l'encontre de la presque totalité des autres groupements issus de la crise du mouvement qui se concentrent autour de l'Internationale Communiste, nous pensons fermement que l'histoire ne marche nullement à l'aveuglette et que bien des manifestations accidentelles des événements sont portées à disparaître puisqu'elles n'en sont pas l'épine dorsale. Mais que pour ce qui est de la tendance fondamentale des événements, un système de lois existe et il n'est possible au prolétariat de progresser dans sa mission qu'à la condition de repérer les rails sur lesquels avance la locomotive de la révolution communiste; donc, de mettre les bâtisseurs du parti de classe à l'endroit spécifique que l'histoire commande. Il n'est point nécessaire d'insister beaucoup pour démontrer que la guerre éthiopienne n'est pas un de ces événements secondaires destinés à se noyer dans l'éclosion d'autres événements auxquels ils ne seraient pas reliés directement. Cette guerre a mis aux prises non seulement certains des impérialismes les plus puissants, mais elle a aussi déterminé, dans le domaine de la lutte des classes, une radicale modification des positions autour desquelles les partis agissant au sein de la classe ouvrière ont pu mobiliser et convoyer les masses des exploités.

Progresser dans le travail communiste sans avoir procédé à un inventaire des positions centrales mises en relief par les derniers événements c'est, à notre avis, nier la condition fondamentale pour nous permettre de continuer à œuvrer pour la reconstruction du parti de classe du prolétariat mondial.

Nous nous réservons d'ailleurs de revoir l'argument quand le développement ultérieur des situations permettra de clarifier tous les problèmes reliés aux derniers événements et nous bornerons, actuellement, à examiner surtout les éléments qui se sont présentés devant nous et qui constituent un démenti aux prévisions que nous avions émises.

Il nous faudra commencer par l'examen des positions centrales qu'il nous avait été possible d'émettre et de défendre parce qu'elles surgissaient d'un ensemble d'événements précédents et pouvaient donc être considérées comme des postulats en dehors desquels l'action de la classe ouvrière ne peut que s'émietter et se perdre en face de la victoire de l'ennemi, parce que n'ayant pas emprunté le chemin qui lui est propre et qui n'est nullement dicté par les volontés des hommes et des groupes ou du parti, mais par les lois elles-mêmes de l'évolution historique.

Sur la base des événements qui se sont déroulés aux Indes et surtout en Chine, nous avons affirmé qu'au point de vue économique et politique, l'impérialisme métropolitain trouve, dans le régime colonial arriéré, non un ennemi qui puisse lui contester chaque pas et centraliser des forces capables d'arriver à la victoire, mais une résistance devant inévitablement s'affaiblir parce qu'elle représente un anachronisme historique qu'aucune force ne pourrait sauvegarder. Sur la trace des enseignements de nos maîtres, nous avons commencé par établir que l'évolution de la société capitaliste, loin de conduire à une synchronisation parfaite du développement économique

et politique dans le monde entier, crée une polarisation de l'économie industrielle en certaines zones du système productif mondial, alors que d'autres zones resteront plus ou moins à l'écart de l'expansion de la technique de production. Les mêmes forces qui poussent à la course effrénée vers l'industrialisation dans les pays capitalistes avancés, freinent le développement industriel dans les colonies. Luxembourg qui, dans ce domaine, a le plus poussé l'analyse de la structure économique du capitalisme, a bien mis en évidence que le marché extra-capitaliste représente une nécessité pour le fonctionnement du mécanisme capitaliste dans son ensemble: l'accumulation qui n'est point un attribut de l'économie capitaliste et qui — la question du rythme mise à part — existera aussi dans l'économie communiste, revêt son caractère capitaliste lorsqu'elle suivra certaines lois particulières. Une de ces lois consiste justement à rendre impossible une évolution naturelle de l'économie industrielle dans le domaine agricole à l'intérieur de chaque pays, et aussi une industrialisation appliquée au monde entier. L'accumulation capitaliste fera que le progrès industriel s'accroîtra de plus en plus autour des pôles que l'impérialisme détient grâce au régime de la propriété privée, et puisque la base même de la domination sociale de l'impérialisme exige le maintien et non la disparition des différenciations économiques et de classe, nous verrons que le même trust qui pourrait avantageusement liquider et abandonner ses installations industrielles dans la métropole pour en construire des nouvelles à proximité des sources de matières premières de la colonie qu'il contrôle et possède, maintiendra, au point de vue historique, ne sont pas rentables par rapport à celles qui pourraient surgir dans la colonie. Au point de vue capitaliste, le maintien de ces entreprises est parfaitement rentable, celles-ci se plaçant dans le mécanisme propre à l'économie capitaliste et répondant aux lois de l'accumulation conditionnant le régime social de la propriété privée. Les industries resteront, par exemple, dans le Lancashire et l'impérialisme anglais ne pourra confier les intérêts de sa domination aux Indes qu'au mouvement gandhiste qui préconise la lutte contre l'introduction du

machinisme et le maintien des anciennes formes de la production. Maintes fois, les planistes sociaux-démocrates ou fascistes ont cru pouvoir faire litière de la théorie marxiste parce que la prévision de la polarisation sociale autour des deux classes fondamentales de la société et la disparition des formes économiques et politiques de la production intermédiaire ne s'était nullement réalisée. Mais, ainsi que Luxembourg l'avait prouvé, il ne s'agissait pas, pour Marx, d'une perspective grossière menant à une élimination de toutes les formations économiques de la petite production, pour arriver un jour à l'opposition pure et simple des deux antagonistes: d'un côté, les grands magnats impérialistes réduits à une poignée dans le monde entier et des masses immenses de prolétaires dans tous les pays du globe. Cette déformation banale des professeurs planistes (dans le domaine marxiste le professeur est un déformateur par définition), n'était possible que par la falsification de la nature même de la théorie de Marx qui n'est pas un système abstrait de faits, mais la révélation de la tendance historique qui les anime; qui n'est pas architecture économique, mais révélation du poids spécifique des différentes parties de l'engrenage économique. L'expression sociale peut être autre en des époques historiques différentes, aussi bien que la manifestation économique peut ne pas être la même dans la métropole ou la colonie, mais la tendance économique et politique reste la même et le régime se maintiendra au pouvoir autour de positions centrales qui, abstraitement considérées, semblent être contradictoires. Pour nous limiter à un exemple, il est évident que défendre aujourd'hui les positions de la lutte pour la démocratie, ou de la lutte pour l'industrialisation économique des colonies, signifie se fourrer dans une impasse politique où le prolétariat sera écrasé et où le capitalisme pourra retarder à nouveau le jour de l'écroulement de sa domination.

Marx avait en vue le poids spécifique des différentes parties du mécanisme économique capitaliste, ce qui l'amenait à considérer que l'économie industrielle était portée à avoir une importance toujours croissante jusqu'à faire dépendre d'elle toutes les autres formations économiques qui, autrefois, pouvaient lui con-

tester le pas. Marx est donc parfaitement confirmé par les événements, puisqu'aujourd'hui toute la petite production est forcée de piétiner aux ordres des grandes forces économiques de l'impérialisme.

Dans le domaine agricole, à l'intérieur de l'Etat capitaliste, comme dans le domaine colonial, nous assistons à l'appui ouvert que donne le grand impérialisme aux formations de la petite production, mais cela au prix d'une sujétion économique énormément supérieure à celle qui existait jadis; au prix d'un vasselage correspondant d'ailleurs à la supériorité économique détenue par la grande industrie par rapport à la petite. La purification sociale n'est nullement du domaine du capitalisme, mais du communisme. Le premier, régi par l'insolubilité de ses contrastes, conduit directement à déterminer, dans le domaine social, une série d'antagonismes qui forment, d'ailleurs, la base de sa domination.

L'indépendance politique ne peut être que l'expression sociale de la construction d'un appareil économique et productif indépendant. Dans la situation actuelle, les bases économiques de cette indépendance sont représentées par l'instauration d'une production industrielle. Les limites du régime capitaliste comportent, comme un anneau indispensable au fonctionnement du système dans son ensemble, la non-industrialisation des territoires coloniaux. Et ici nous voudrions bien que certains professeurs planistes ne viennent pas objecter qu'une évolution industrielle se manifeste également dans les colonies et toujours selon une ligne croissante. Par rapport à l'ampleur que devrait revêtir l'industrialisation des colonies qui pourrait se placer à la source même des matières premières, la construction des usines actuelles représente ce que le capitalisme ne peut pas éviter et, en tout cas, une bribe par rapport au poids gigantesque que pourrait acquérir l'épanchement naturel de ces nouvelles forces économiques. La tendance qu'il n'est nullement difficile d'apercevoir est justement celle que nous avons indiquée et qui porte le même impérialisme à maintenir en vie l'appareil industriel de la métropole et à ne pas en fonder un autre dans les colonies. Au delà des limites historiques du capitalisme, il n'y a

qu'une autre force sociale qui puisse intervenir et cette force est représentée uniquement par le prolétariat et nullement par les régimes arriérés existant dans les colonies et menacés par l'impérialisme agresseur.

Nous basant sur l'expérience chinoise, nous avons affirmé, pour les événements d'Ethiopie, cette thèse centrale: la persistance du régime du Négus n'est concevable qu'en fonction de l'industrialisation de l'Ethiopie et puisque cette industrialisation heurte de front le mécanisme même de l'économie capitaliste, dans sa notion historique et mondiale, elle n'est possible que par l'instauration de la dictature du prolétariat dans les pays impérialistes. La tendance des événements consiste ainsi dans l'obligation de croire possible une victoire contre l'impérialisme italien, dans la seule direction de l'évolution de la révolution prolétarienne mondiale. Le régime du Négus ne peut être considéré comme un pion pouvant agir dans la direction prolétarienne pour la raison essentielle qu'il est l'ennemi des exploités de ce pays et que son régime est foncièrement opposé au développement économique de l'Ethiopie. Mettre donc le prolétariat au service de l'indépendance éthiopienne signifiait le mettre au service de forces anachroniques qui devaient conduire à une nouvelle victoire du capitalisme international.

Au point de vue politique, nous avons assisté à une vérification éclatante des positions centrales que nous avons défendues et que nous avons rappelées ci-dessus. En effet, par la clarification assez nette apportée par la tension elle-même des situations actuelles et des contrastes de classe qui lui sont inhérents, nous avons vu que, dans le domaine social et international, les répercussions de la guerre éthiopienne ont déterminé la précipitation du processus amenant socialistes et centristes à déchirer les derniers voiles et à imposer aux masses l'étendard de l'union sacrée. Lors des événements chinois, la lutte anti-impérialiste pouvait encore ne pas d'identifier avec les intérêts particuliers d'un Etat ou d'un groupe d'Etats capitalistes en lutte contre les autres. Il était encore possible de rester dans le vague et de faire apparaître la lutte du « peuple » chinois sur le plan de la lutte contre tous les impérialismes. Il n'en a plus été de même dans la situa-

tion actuelle où la tension sociale est arrivée à un point extrêmement plus élevé. Il a fallu atteindre un point plus achevé et le front sanctionniste, qui a fini par englober les masses des différents pays, s'est identifié avec les intérêts particuliers de l'impérialisme anglais : la *Homme Fleet* étant chargée d'entonner le chant de l'Internationale.

La défense de l'indépendance de l'Éthiopie s'engrenait avec le cours du développement de la guerre mondiale et les sanctionnistes les plus logiques devaient inévitablement prendre figure de jusqu'aboutistes prouvant que la défense réelle des frontières de chaque pays n'était plus assurée par la droite bourgeoise, mais par les socialistes et les centristes ; ceux-ci en faisant triompher — même avec la force armée — la cause du « droit » contre l'agresseur, sauvegardaient la défense de la patrie contre l'agresseur de demain. Les sanctionnistes ont été obligés d'aller si loin qu'en repérant dès maintenant les véritables alliés de demain, ils ont dû, en France par exemple, démontrer qu'il ne fallait pas sacrifier à la perfide alliance de l'impérialisme italien qui se portera demain aux côtés de l'Allemagne, l'appui anglais poussé par la logique des faits à être l'allié certain de la France. Les sanctionnistes ont eu particulièrement difficile à se défendre contre la droite qui pouvait se présenter comme le défenseur de la paix. La victoire électorale du Front Populaire en France se manifeste clairement comme un facteur contraire à l'établissement d'un compromis et comme un facteur d'extrême accélération du conflit mondial.

Nous en arrivons ici à l'élément de nos prévisions qui semble être démenti par les événements. Il nous avait été relativement facile de nous orienter envers les problèmes centraux posés par la guerre en Afrique, que nous avons rappelés parce qu'il y avait un précédent historique, celui de la Chine particulièrement. Il devait en être tout autrement pour le problème nouveau qui s'est posé, à savoir si, en une époque d'extrême tension des rapports sociaux à l'intérieur de chaque pays et des rapports inter-impérialistes sur l'échelle mondiale, il est possible d'arriver à une importante modification de l'équilibre établi à Versailles sans que

pour cela il y ait une conflagration mondiale. A l'encontre de nombreux groupes d'opposition qui considèrent que le meilleur moyen de tenir debout une organisation consiste à ne pas confronter avec les événements les positions qu'ils avaient précédemment défendues, nous pensons que la cohésion organisationnelle et politique qui serait gardée en se couvrant d'un parapluie pour éviter que la tornade des événements opère son nettoyage indispensable, tout en laissant subsister la possibilité d'écrire et de proclamer à tort et à travers des « grandes vérités », empêcherait l'organisme de se situer dans le chemin que la lutte de classe dégage pour permettre la victoire du prolétariat et la construction du parti de classe.

Ainsi que nous l'avons indiqué dans le numéro 26 de « Bilan », un dissentiment s'était produit au sein de notre fraction. Ce dissentiment ne portait pas sur les problèmes que nous avons rappelés dans la première partie de cet article, mais sur la question nouvelle qui venait de surgir. Il faut commencer par affirmer que la pensée du camarade qui prévoyait la possibilité d'une conclusion de l'entreprise italienne en Afrique en dehors de l'éclosion de la guerre mondiale, n'a pas eu et n'a pas encore, actuellement, la possibilité de s'épanouir sur un plan avancé qui permettrait d'en dégager des conceptions politiques particulières et cela parce que les événements ont démenti une partie des prévisions que ce camarade avait avancées et que la différenciation politique ne s'est pas faite sur le terrain spécifique où elle devait se faire — celui des considérations ayant trait aux questions sociales — mais surtout au sujet des conjectures avancées quant à l'impréparation militaire des impérialismes pour la guerre mondiale. Il n'est donc pas possible de se baser sur la différenciation politique qui s'était faite au sein de notre fraction, car le degré limité de sa maturation politique lui a manifestement interdit la possibilité de faire jaillir de son sein un contraste capable d'indiquer, dans l'une ou dans l'autre direction, la signification d'une situation que les événements auraient confirmée par la suite. Si donc, incontestablement, quant à la perspective d'un compromis, c'est bien le camarade Gatto Mammona qui voit ses prévisions se con-

firmer dans la contingence actuelle, il n'en reste pas moins que, dans l'état actuel de la divergence, nous n'en sommes qu'à pouvoir enregistrer tout simplement que c'est sur la simple prévision sur la date de la guerre mondiale que Gatto Mammona a eu raison. Cela est évidemment trop peu et ne permet nullement de dégager les conséquences d'événements qui, comme ceux qui se sont déroulés antérieurement, ont certainement une grande importance et auront de grandes répercussions sociales.

Dans les limites restreintes de cet article, nous ne pouvons qu'amorcer une discussion qui, encore une fois, ne peut avoir une valeur réelle, ne peut représenter un acheminement vers la solution des difficultés de la lutte prolétarienne et, par conséquent, aussi de ceux des groupements de son avant-garde communiste, qu'à la condition de s'établir sur une base internationale. Encore une fois, nous trouverons-nous devant le fait que ceux qui s'époumonnent à crier sur la nécessité de fonder partis et Internationale et ceux qui nous accusent de sectarisme parce que nous refuserions de sortir de notre « tour d'ivoire », nous laisseront absolument isolés sur le travail d'inventaire des notions politiques sur lesquelles peut se déterminer, avec la reprise des luttes prolétariennes, le travail lui-même de la fondation des organismes de guide de la classe ouvrière ?

Les récents événements ont vu deux déplacements d'envergure dans les rapports de forces entre les impérialismes que tout le monde considérerait comme impossibles en dehors du déclenchement du conflit mondial. Le réarmement de la Rhénanie n'a pas seulement déchiré le Traité de Locarno, mais celui de Versailles lui-même et les propositions allemandes au Foreign Office parlent ouvertement de détacher de la Société des Nations le Traité de Versailles, en faisant de cela une condition pour le retour de l'Allemagne dans la Société des Nations, ce qui équivaldrait à la reconnaissance ouverte de l'annulation du statut issu de la guerre de 1914. D'autre part, la conquête de l'Éthiopie par l'impérialisme italien porte une atteinte directe à la puissance de l'impérialisme anglais, pour ce qui est de ses possessions en Afrique d'abord, pour celles d'Asie ensuite, et,

enfin, pour l'impérialisme français en deuxième lieu. En outre, les événements de Palestine ont, par rapport à ceux qui ont agité précédemment les colonies ou les Dominions anglais, ceci de particulier : les populations arabes, loin de bloquer avec l'impérialisme anglais qui s'est opposé aux visées italiennes sur leurs frères de race, et ce qui est plus sur un système social analogue au leur, modelent l'accentuation de leur lutte sur le rythme du contraste entre les capitalismes anglais et italien, ce dernier faisant figure d'élément de plus en plus important pour l'appui aux soulèvements arabes.

Parallèlement à ces événements inter-impérialistes, nous assistons, dans le domaine social, à une évolution achevée qui conduit le prolétariat sous les drapeaux de la défense de la patrie. Dans le domaine des rapports inter-impérialistes, aussi bien que dans le domaine social, nous aurons donc vu, tout récemment, les manifestations spécifiques de la guerre tout en n'ayant pas la guerre. La victoire électorale du Front Populaire en France, si elle n'était pas un pas décisif vers la conflagration mondiale (ce qui semble être la perspective réelle des situations qui vont s'ouvrir) se place sur la résurrection, au point de vue intérieur aussi bien que de la politique extérieure, d'anciennes initiatives remises à neuf et qui ne pourront s'affirmer qu'à la condition de considérer le fait accompli en Rhénanie et en Éthiopie comme du domaine des nouvelles réalités. Les nouveaux plans sur le soi-disant désarmement, alors que l'industrie de guerre nationalisée continue à progresser indéfiniment, ne seront possibles qu'avec la collaboration des impérialismes italien et allemand que l'on avait mis au ban, ou bien par l'entente étroite d'une constellation d'Etat s'opposant à l'autre restant en dehors de la Société des Nations. Dans le domaine de la politique intérieure, le gouvernement du Front Populaire ne pourra trouver une marge pour rester au pouvoir qu'au travers de manipulations monétaires, qu'elles se fassent au grand jour au travers de la dévaluation, ou, comme le conseille Jouhaux, au travers de l'inflation déguisée qui serait représentée par le réescompte des polices d'assurances ou les traites sur le travail.

Cette nouvelle situation, qui pourrait

se produire au cas où une phase relativement longue permettrait au capitalisme d'éviter le déclenchement de la guerre mondiale, ne ferait nullement disparaître la tension sociale qui a trouvé son expression politique dans la constitution de l'Union Sacrée et dans la position prise par les partis communistes qui ont occupé la place que les partis socialistes d'avant-guerre prirent seulement après l'éclosion du conflit.

Par contre, dans certains pays, l'Allemagne et l'Italie surtout, il est à prévoir que les difficultés économiques les plus graves ne font que commencer précisément après que se sont amorties les répercussions du développement intensif de l'industrie lourde, déterminée par la course aux armements, sur l'ensemble de l'appareil économique. Pour ce qui concerne particulièrement la situation en Italie, il est certain que les dernières mesures législatives ayant pour but d'étendre l'intervention étatique jusqu'à des limites extrêmement avancées représentent aussi une tentative suprême d'opposer une résistance à l'apparition d'une crise économique bien plus grave que celle qui existe déjà. Le capitalisme peut très bien renflouer ses difficultés et tout en étant dévasté par une crise économique très grave, supporter les frais immenses de l'expédition en Afrique. Il y a là une chose qui peut paraître absurde seulement aux professeurs du planisme qui avaient, depuis longtemps, prévu l'échec italien faute des moyens financiers indispensables. Mais, pour un marxiste, il est tout à fait évident qu'un Etat, tout en ayant un budget en déficit, arrive à dépenser des milliards qui ne nécessitent pas une extension de l'appareil productif. Le capitalisme, tout en étant incapable d'investir dans la production les capitaux qui représentent une accumulation de la plus-value parce que la limite extrême de sa capacité productive est atteinte et il lui deviendrait impossible d'écouler sa production, peut cependant parfaitement continger la production, détruire des stocks, employer des capitaux à des fins destructives, créer, au travers de l'Etat et par l'emprunt, des possibilités financières ne correspondant même pas à des capitaux existants. Mais ce que le capitalisme ne peut absolument pas faire, c'est empêcher que les contrastes inhérents à son régime et à sa struc-

ture économique ne déterminent de nouvelles éruptions de mouvements sociaux, qui seront déterminés à leur tour par l'impossibilité de régulariser une machine économique formidablement désaxée par l'expansion de la technique de production et par l'impossibilité de dépasser les limites imposées par l'histoire à l'extension vers d'autres pays, de l'économie industrielle.

Pour l'Italie surtout, il est à présumer que c'est seulement maintenant que commenceront à se faire sentir les effets économiques d'une situation que l'entreprise éthiopienne n'avait fait que révéler en lui donnant un étouffoir provisoire. Les mouvements sociaux vont donc très probablement trouver seulement aujourd'hui les conditions qui les rendront à la fois inévitables et favorables.

Dans l'hypothèse où nous ne serions donc pas à la veille immédiate de la guerre mondiale, nous assisterons quand même à l'éclosion de mouvements sociaux dont l'inéluctabilité ne dépend nullement des possibilités de compromis qui s'offriraient aux différents impérialismes pour éviter la guerre mondiale. Dans cette nouvelle éventualité, nous nous trouverions devant la perspective suivante : des mouvements ayant inévitablement des objectifs révolutionnaires se déclencheraient dans l'état actuel du mouvement prolétarien qui, dans les principaux pays d'Europe, est acquis à la politique de l'Union Sacrée. Et il serait vain de se dissimuler la gravité de cette situation en disant que les ouvriers auront vite fait de se débarrasser des mauvais pasteurs socialistes et centristes pour se porter au secours des ouvriers insurgés dans un autre pays. Ici, la réponse de l'histoire a vraiment un caractère définitif. Le prolétariat ne peut fonder soudainement son parti, sauter des étapes et se camper brusquement dans son retranchement final quand il a été conduit à l'extrême opposé de son chemin de classe, alors que les traîtres ont pu lui enlever les fondements de son action spécifique pour le conduire à l'autel de l'union sacrée. Dans l'immédiat après-guerre, ce n'est pas un hasard des circonstances que le prolétariat russe a pu vaincre et que les prolétariats des autres pays n'ont pu le rejoindre, bien que les occasions d'une victoire ouvrière se soient présentées plus d'une fois, en 1919-20, en 1923 et en

1927 en Chine. La question est bien plus complexe et le prolétariat peut conquérir sa victoire mondiale à la seule condition d'avoir, au cours de nombreuses années et d'un travail sélectif pénible, apprêté dans chaque pays l'organisme qui se révélera lors de l'éclosion de la situation révolutionnaire.

Le caractère des mouvements qui devraient surgir aujourd'hui en Italie ne serait pas d'être une manifestation nettement internationale et nullement locale. Mais puisque c'est sur le domaine mondial uniquement que la partie serait jouée, il faut considérer que la situation que traverse la classe ouvrière dans les autres pays représenterait un élément négatif de tout premier ordre pour la victoire révolutionnaire en Italie et dans les autres pays. Les forces capitalistes que sont les centristes et les socialistes seraient certainement incapables de détourner à leur avantage l'essor des luttes en Italie, car la tension sociale dans ce pays ne leur permettra pas d'intervenir, mais c'est sur le terrain mondial que les traîtres pourraient représenter un atout dans les mains du capitalisme pour la défaite de la révolution italienne et l'anéantissement de ses répercussions internationales. Il en serait tout autrement pour le cas où ces mouvements révolutionnaires éclataient en une situation de guerre mondiale où le prolétariat des différents pays, en face de la précipitation des événements, aurait conquis les conditions favorables pour reprendre son chemin de classe révolutionnaire. Dans cette hypothèse le terme extrême atteint par l'évolution des situations elles-mêmes enlèverait au capitalisme une arme de tout premier ordre parce que les socialistes et les centristes seraient discrédités devant les masses et dans l'impossibilité de s'opposer à leurs luttes se dirigeant vers l'extension au travers de la maturation extrême de la lutte de classe dans chaque pays — de la lutte révolutionnaire éclatée dans un pays déterminé.

Ces considérations sur les tendances nouvelles qui peuvent apparaître dans la situation actuelle, n'ont évidemment pas un simple intérêt théorique, et la discussion que nous souhaitons voir s'établir ne voudrait nullement mener à une dispute conjecturale sur les situations qui s'ouvrent devant nous. Nous avons en vue une toute autre solution. Dans l'hypothèse

où le capitalisme pourrait arriver à éviter un bouleversement universel de son monde par la guerre mondiale, et si des luttes révolutionnaires devaient éclater dans des conditions qui ne leur sont pas propices à l'échelle mondiale ; en somme, en face d'un cours bien plus accidenté de l'évolution de la révolution mondiale, une seule arme reste au prolétariat : c'est que les groupements issus de la révolution russe parviennent dès maintenant à se mettre au travail pour construire, au point de vue des cadres et des positions idéologiques et politiques, cette unité que, demain, les situations pourront établir entre les prolétariats des différents pays. Il n'y a pas d'autre chemin conduisant à cette unité que celui d'une discussion approfondie pour repérer dans l'ensemble des événements historiques que nous avons vécus et que nous vivons la filière des positions centrales qui marquent le chemin parcouru par le prolétariat : lors de sa victoire en Russie sur la base des positions centrales qui conduisirent à Octobre, lors des défaites qui suivirent, sur la base des groupements qui exprimèrent une réaction à l'opportunisme et aux traîtres. Ce chemin n'est pas arbitraire, mais conditionné par l'évolution de la société capitaliste et de son fossoyeur, le prolétariat, le protagoniste de la nouvelle société de demain.

Notre fraction a toujours lutté contre les planistes qui construisent partis et Internationales avec des forces qui n'appartiennent pas au prolétariat. En face d'une situation extrêmement grave, notre fraction demande à nouveau aux autres groupements communistes si se refuser à un travail de confrontation politique est bien le meilleur moyen de préparer les conditions pour la victoire prolétarienne et communiste.

Tous les socialistes, en démontrant le caractère de classe de la civilisation bourgeoise, de la démocratie bourgeoise, du parlementarisme bourgeois, ont exprimé cette idée déjà formulée par Marx et Engels que la plus démocratique des républiques bourgeoises ne saurait être autre chose qu'une machine à opprimer la classe ouvrière à la merci de la bourgeoisie, la masse des travailleurs à la merci d'une poignée de capitalistes.

(Thèses de Lénine sur la démocratie bourgeoise, au premier Congrès de l'I.C.

Le conflit arabo-juif en Palestine

L'aggravation du conflit arabo-juif en Palestine, l'accentuation de l'orientation anti-britannique du monde arabe qui pendant la guerre mondiale fut un pion de l'impérialisme anglais, nous a déterminé à envisager le problème juif et celui du mouvement nationaliste pan-arabe. Nous essayerons cette fois-ci de traiter le premier de ces deux problèmes.

On sait qu'après la destruction de Jérusalem par les Romains et la dispersion du peuple juif, les différents pays où ils vinrent lorsqu'ils ne les expulsaient pas de leurs territoires (moins pour des raisons religieuses invoquées par les autorités catholiques que pour des raisons économiques, notamment la confiscation de leurs biens et l'annulation de leur crédit), en réglèrent les conditions de vie d'après la bulle papale de la moitié du 16^e siècle, qui fit règle dans tous les pays, en les obligeant à vivre enfermés dans des quartiers fermés (ghetto) et en les obligeant à porter un insigne infamant.

Expulsés en 1290 de l'Angleterre, en 1394 de la France, ils émigrèrent en Allemagne, en Italie, en Pologne; expulsés en 1492 de l'Espagne et en 1498 du Portugal, ils se réfugièrent en Hollande, en Italie et surtout dans l'Empire Ottoman qui occupait alors l'Afrique du Nord et la plus grande partie de l'Europe du sud-est; là ils formèrent et forment même aujourd'hui cette

communauté parlant un dialecte judéo-espagnol, alors que ceux émigrés en Pologne, en Russie, en Hongrie, etc., parlent le dialecte judéo-allemand (Yiddisch). La langue hébraïque qui reste pendant cette époque la langue des rabbins fut retirée du domaine des langues mortes pour devenir la langue des juifs de Palestine avec le mouvement nationaliste juif actuel.

Pendant que les juifs de l'occident, les moins nombreux, et partiellement ceux des Etats-Unis, ont acquis une influence économique et politique au travers de leur influence boursière et une influence intellectuelle par le nombre d'entre eux qui se trouvent dans les professions libérales, les grandes masses se concentrèrent dans l'Europe orientale et déjà, à la fin du 18^e siècle, groupaient les 80 p. c. des juifs d'Europe. Au travers du premier départage de la Pologne et de l'annexion de la Bessarabie, ils passèrent sous la domination des Tzars qui, au commencement du 19^e siècle, avaient sur leurs territoires les deux tiers des juifs. Le gouvernement russe adopta dès ses débuts une politique répressive datant de Catherine II et qui trouva son expression la plus farouche sous Alexandre III qui envisageait la solution du problème juif de cette façon : *un tiers doit être converti, un tiers doit émigrer et un tiers doit être exterminé*. Ils étaient enfermés dans un certain nombre de districts

De l'Union Sacrée à Zimmerwald

Par A. ROSMER

Nous insistons vivement auprès de nos lecteurs pour étendre le plus possible la diffusion de ce livre, d'un intérêt exceptionnel. Les événements de la dernière guerre, l'évolution du mouvement ouvrier au cours de cette période tragique y sont relatés et traités avec un grand souci d'honnêteté révolutionnaire. Il y a là une condition de tout premier ordre pour permettre une compréhension réelle des événements de 1914-18. Les situations actuelles et celles qui se préparent ne peuvent être affrontées par les communistes qu'après avoir pénétré la nature même des situations qui s'ouvrirent au cours de la dernière guerre. Le livre de Rosmer a donc un grand intérêt, non seulement historique, mais politique aussi. Afin d'en faciliter la lecture et la diffusion, nous entamerons aussitôt que possible une polémique, dans « Bilan », avec le camarade Rosmer, lequel — tout comme nous — en a reconnu l'utilité pour le mouvement ouvrier.

de provinces du nord-ouest (Russie Blanche), du sud-est (Ukraine et Bessarabie) et en Pologne. C'étaient là leurs zones de résidences. Ils ne pouvaient habiter en dehors des villes et surtout ils ne pouvaient habiter les régions industrialisées (bassins miniers et régions métallurgiques). Mais c'est surtout parmi ces juifs que se fit jour la pénétration du capitalisme au 19^e siècle et que se détermina une différenciation des classes.

Ce fut la pression du terrorisme gouvernemental russe qui donna la première impulsion à la colonisation palestinienne. Cependant les premiers juifs revinrent en Palestine déjà après leur expulsion d'Espagne à la fin du 15^e siècle et la première colonie agricole, fut constituée en 1870 près de Jaffa. Mais la première émigration sérieuse commença seulement après 1880, quand la persécution policière et les premiers pogromes déterminèrent une émigration vers l'Amérique et vers la Palestine.

Cette première « Alya » (1) de 1882, dite des « Biluïmes », était en majorité composée d'étudiants russes qui peuvent être considérés comme les pionniers de la colonisation juive en Palestine. La seconde « Alya » se vérifia en 1904-05, en répercussion de l'écrasement de la première révolution en Russie. Le nombre des juifs établis en Palestine qui était de 12,000 en 1850, monta à 35,000 en 1882 et 90,000 en 1914.

C'était tous des juifs de Russie et de Roumanie, intellectuels et prolétaires, car les capitalistes juifs de l'Occident se limitèrent, comme les Rothschild et les Hirsch, à un soutien financier qui leur donnait un benévole renom de philanthropie, sans qu'il soit nécessaire pour eux de donner de leur précieuse personne.

Parmi les « Biluïmes » de 1882, les socialistes étaient encore peu nombreux et cela parce que dans la controverse de l'époque, à savoir si l'émigration juive devait être dirigée vers la Palestine ou l'Amérique, ils étaient pour cette dernière. Dans la première émigration juive aux Etats-Unis, les socialistes furent donc très nombreux et y constituèrent de bonne heure des organisations, des journaux et pratiquement même des essais de colonisation communiste.

La seconde fois que se posa la question de savoir vers où diriger l'émigration juive

(1) Emigration juive.

ve, ce fut comme nous l'avons dit, après la défaite de la première révolution russe et par suite de l'aggravation des pogromes caractérisée par celui de Kitchinew.

Le sionisme qui tentait à assurer au peuple juif un siège en Palestine et qui venait de constituer un Fonds National pour acquérir les terres, se divisa alors au 7^e Congrès sioniste de Bâle en courant traditionaliste qui restait fidèle à la constitution de l'Etat juif en Palestine et en territorialistes qui étaient pour la colonisation même ailleurs et dans le cas concret, en Ouganda offerte par l'Angleterre.

Seule une minorité de socialistes juifs, les Poalés sionistes de Ber Borochov, restèrent fidèles aux traditionalistes, tous les autres partis socialistes juifs de l'époque, comme le parti des socialistes sionistes (S. S.) et les Serpistes — une espèce de reproduction dans les milieux juifs des S. R. russes — se déclarèrent pour le territorialisme. La plus ancienne et la plus puissante organisation juive de l'époque, le Bund, était, comme on le sait, tout à fait négative au sujet de la question nationale, du moins à cette époque.

Un moment décisif pour le mouvement de renaissance nationale fut ouvert par la guerre mondiale de 1914, et après l'occupation par les troupes anglaises de la Palestine, auxquelles s'était ralliée la Légion juive de Jabotinsky, fut promulguée la déclaration de Balfour de 1917 qui promettait la constitution en Palestine du Foyer National Juif.

Cette promesse eut sa sanction à la Conférence de San Remo de 1920 qui mit la Palestine sous mandat anglais.

La déclaration de Balfour détermina une troisième « Alya », mais ce fut surtout la quatrième, la plus nombreuse, qui coïncida avec la remise du mandat palestinien à l'Angleterre. Cette « Alya » eut déjà en son sein des couches assez nombreuses de petits bourgeois. On sait que la dernière immigration en Palestine qui a suivi l'avènement d'Hitler au pouvoir et qui est certainement la plus importante contient déjà un fort pourcentage de capitalistes.

Si le premier recensement effectué en 1922, en Palestine eu égard aux ravages de la guerre mondiale n'avait enregistré que 84,000 juifs, les 11 p. c. de la population totale, celui de 1931 enregistra déjà 175,000. En 1934, les statistiques donnent

307,000 sur une population totale d'un million 171,000. Actuellement on donne comme chiffre 400,000 juifs.

Les 80 p.c. des juifs sont établis dans les villes dont le développement est illustré par l'apparition rapide de la ville champignon de Tel-Aviv; le développement de l'industrie juive est assez rapide : en 1928 on comptait 3,505 entreprises dont 782 avaient plus de 4 ouvriers, c'est-à-dire au total 18,000 ouvriers avec un capital investi de 3.5 millions de Livres sterling.

Les juifs établis dans les campagnes représentent seulement les 20 p.c., face aux arabes qui forment les 65 p.c. de la population agricole. Mais les fellahs travaillent leurs terres avec des moyens primitifs, les juifs au contraire dans leurs colonies et plantations travaillent selon les méthodes intensives du capitalisme avec de la main-d'œuvre arabe à salaires très bas.

Les chiffres que nous avons donnés expliquent déjà un côté du conflit actuel. Depuis 20 siècles les juifs ont abandonné la Palestine et d'autres populations se sont installées sur les rives du Jourdan. Bien que les déclarations de Balfour et les décisions de la Société des Nations prétendaient assurer le respect du droit des occupants de la Palestine, en réalité l'augmentation de l'immigration juive signifie chasser les arabes de leurs terres même si elles sont achetées à bas prix par le Fonds National Juif.

Ce n'est pas par humanité envers « le peuple persécuté et sans patrie » que la Grande-Bretagne a choisi une politique philo-juive. Ce sont les intérêts de la haute finance anglaise où les juifs ont une influence prédominante qui ont déterminé cette politique. D'autre part, dès le début de la colonisation juive on remarque un contraste entre les prolétaires arabes et juifs. Au commencement les colons juifs avaient employé des ouvriers juifs parce qu'ils exploitaient leur ferveur nationale pour se défendre contre les incursions des arabes. Par après, avec la consolidation de la situation, les industriels et les propriétaires fonciers juifs préférèrent à la main-d'œuvre juive plus exigeante, celle des arabes.

Les ouvriers juifs, en constituant leurs syndicats, bien plus qu'à la lutte des classes, s'adonnèrent à la concurrence contre les bas salaires arabes. Cela explique le caractère chauvin du mouvement ouvrier

juif qui est exploité par le nationalisme juif et l'impérialisme britannique.

Il y a naturellement aussi des raisons de nature politique qui sont à la base du conflit actuel. L'impérialisme anglais, en dépit de l'hostilité des deux races, voudrait faire cohabiter sous une même toiture deux États différents et créer même un bi-parlementarisme qui prévoit un parlement distinct pour juives et arabes.

Dans le camp juif, à côté de la directive temporisatrice de Weissman il y a les revisionnistes de Jabotinsky qui combattent le sionisme officiel, accusent la Grande-Bretagne d'absentéisme, sinon de manquer à ses engagements, et qui voudrait ouvrir à l'émigration juive la Transjordanie, la Syrie et la péninsule du Sinaï.

Les premiers conflits qui se manifestèrent en août 1929 et qui se déroulèrent autour du Mur des Lamentations, provoquèrent d'après les statistiques officielles, la mort de deux cents arabes et cent-trente juifs, chiffres certainement inférieurs à la réalité, parce que si dans les installations modernes, les juifs réussirent à repousser les attaques, à Hebron, à Safit et dans quelques faubourgs de Jérusalem, les arabes passèrent à de véritables pogromes.

Ces événements marquèrent un point d'arrêt de la politique philo-juive de l'Angleterre, car l'empire colonial britannique comprend trop de musulmans, y compris l'Inde, pour avoir suffisamment des raisons d'être prudent.

A la suite de cette attitude du gouvernement britannique envers le Foyer National Juif, la plupart des partis juifs : les sionistes orthodoxes, les sionistes généraux et les revisionnistes passèrent à l'opposition, pendant que le plus sûr appui de la politique anglaise dirigée à cette époque par le Labour Party, fut représenté par le mouvement travailliste juif qui était l'expression politique de la Confédération Générale du Travail, organisant presque la totalité des ouvriers juifs en Palestine.

Récemment, s'était exprimé, en surface seulement, une lutte commune de mouvements juifs et arabe contre la puissance mandataire. Mais le feu couvait sous les cendres et l'explosion consista en les événements du mois de mai dernier.

La presse fasciste italienne s'est insurgée contre l'accusation de la presse « sanctionniste », comme quoi des agents fascistes

avaient fomenté les émeutes de Palestine, accusation déjà faite à propos des récents événements d'Egypte. Personne ne peut nier que le fascisme a tout intérêt à souffler sur ce feu. L'impérialisme italien n'a jamais caché ses visées vers le Proche Orient, c'est-à-dire son désir de se substituer aux puissances mandataires en Palestine et en Syrie. Il possède d'ailleurs en Méditerranée une puissante base navale et militaire représentée par Rhode et les autres îles du Dodécannèse. L'impérialisme anglais, d'autre part, s'il se trouve avantagé par le conflit entre arabes et juifs, car d'après la vieille formule romaine *divide et impera*, il faut diviser pour régner, il doit cependant tenir compte de la puissance financière des juifs et de la menace du mouvement nationaliste arabe.

Ce dernier mouvement dont nous parlons plus longuement une autre fois, est une conséquence de la guerre mondiale qui a déterminé une industrialisation aux Indes, en Palestine et en Syrie et renforcé la bourgeoisie indigène qui posa sa candida-

ture au gouvernement, c'est-à-dire à l'exploitation des masses indigènes.

Les arabes accusent la Grande-Bretagne de vouloir faire de la Palestine le Foyer National Juif, qui signifierait le vol de la terre aux populations indigènes. Ils ont envoyé à nouveau des émissaires en Egypte, en Syrie, au Maroc pour déterminer une agitation du monde musulman en faveur des arabes de Palestine, afin de chercher à intensifier le mouvement, en vue de l'union nationale pan-islamique. Ils sont encouragés par les récents événements de la Syrie où l'on obligea la puissance mandataire, la France, à capituler devant la grève générale, et aussi par les événements d'Egypte où l'agitation et la constitution d'un front national unique ont obligé Londres à traiter en toute égalité avec le gouvernement du Caire. Nous ne savons si la grève générale des arabes de Palestine obtiendra pareil succès. Nous examinerons ce mouvement en même temps que le problème arabe dans un prochain article.

Gatto MAMMONE

Les traitres à l'œuvre

Nous publions des extraits de journaux italiens centristes et socialistes afin de prouver à nos lecteurs que les Ercoli, Grieco, Nenni et Cie sont bien dignes des Thorez, Cachin, Blum et autres polichinelles socialo-centristes de France dont nous avons permis à nos lecteurs d'étudier les déclamations chauvines dans notre dernier numéro.

Les premières directives socialo-centristes posent le problème sous son angle de classe :

« Faites entendre votre protestation. Dites que l'avenir des masses travailleuses du pays ne dépend pas d'une aventure coloniale, mais est fonction du renversement du capitalisme et de la libération du travail de l'exploitation patronale ».

*Appel du Parti Communiste et du Parti Socialiste Italiens
(« Azione Popolare », 9-2-35)*

L'organe centriste commente ainsi les accords de Rome de janvier 1935 :

« Nous avons dénoncé depuis des mois la menace d'une aventure coloniale en Afrique. Nous avons dit après la conversation de Rome que Laval et Mussolini s'étaient mis d'accord aux dépens des deux peuples et que l'Italie fasciste était autorisée par la France à attaquer l'Abyssinie. D'autres avaient parlé des accords de Rome comme étant des accords de paix. Les communistes, seulement les communistes, avaient réagi contre ce mensonge, avalisé aussi par certains organes socialistes et avaient dit qu'en aucun cas des marchandages entre brigands militaristes peuvent con-

duire à la paix, que toujours, au contraire, des accords entre impérialistes, sont des accords de rapine, des accords de guerre ».

« Azione Popolare », du 16 février 1935, article leader
« La mobilisation, c'est la guerre ».

Sur les mêmes accords de Rome les socialistes italiens seront plus prudents pour ne pas déplaire à Blum qui avait approuvé ces accords au Parlement français. Ils écrivent :

« Mais l'accord de Rome contribue-t-il effectivement et efficacement à développer l'esprit de paix ? Que signifient les accords de Rome ? Ils signifient le retour du fils prodigue fasciste dans l'orbite française ou franco-anglaise. Cela dans le moment présent peut indirectement et directement servir la cause de la paix mieux que si le fascisme était dans le camp allemand aux côtés de Hitler. Mais il s'agit, en tout cas, d'un marché entre impérialismes qui n'a rien à faire avec notre pacifisme ».

« Nuovo Avanti », du 30 mars 1935, sous le titre :
« La validation des accords de Rome ».

En avril 1935, la situation ne permet plus de maintenir des affirmations radicales et l'on passe à la convocation d'un « Congrès contre la guerre en Abyssinie ».

« Nous voulons que de lui (du Congrès, n.d.l.r.) se dégage une ferme et résolue volonté de lutte pour empêcher la guerre, si possible pour la transformer, si elle éclate, en insurrection victorieuse des travailleurs ».

Mais la base sur laquelle le Congrès est convoqué est bien autre que celle dont on parlait en février 1935. En effet, l'appel est adressé « aux groupements syndicaux, mutuellistes, d'assistance, culturels, sportifs, ex-combattants, etc. » et les directives de classe sont substituées par les autres qui vont d'ailleurs se préciser par la suite en tendant à l'appel à la nation contre la menace que fait peser sur elle le fascisme. D'ailleurs, dans le manifeste lui-même nous lisons :

« La lutte pour empêcher une telle guerre, c'est le devoir de tous ceux qui aiment leur propre pays et veulent lui épargner les massacres, etc. »

Voir « Azione Popolare », du 6-4-35.

L'évolution chauviniste se précise et le Parti Communiste (?) lance un appel intitulé « Sauvons notre pays de la catastrophe ». Voilà ce que nous y lisons entre autre :

« Pour la quatrième fois, dans le cours des derniers cinquante ans, la bourgeoisie conduit notre peuple à la guerre ». Et, plus bas : « Une défaite voulue et préparée par le peuple italien ne sera pas une défaite italienne, elle sera la défaite du fascisme, elle sera la délivrance du peuple italien menacé par la catastrophe ». Encore : « des hommes comme Antonio Gramsci, le chef de la classe ouvrière, le plus grand Italien du siècle ». Enfin : « le programme des communistes est inspiré des intérêts de la patrie conquise par les travailleurs, c'est le programme de la patrie socialiste, c'est le programme national du peuple travailleur italien ».

« Azione Popolare », du 20-4-35.

La situation s'est profondément aggravée et on approche de l'éclosion de la guerre. En août 1935, à la veille des pourparlers de Paris, les centristes publient une interview d'un étudiant abyssin. Celui-ci affirme « Il n'y a pas d'esclavage en Abyssinie, pas de barbarie, il y a un régime qui, une fois que l'économie et l'agriculture se seront développés, évoluera vers des formes meilleures ». Le centriste répond : « D'accord, vous avez raison », et il assure l'Abyssin de l'appui des travailleurs ita-

liens au régime du Négus, à condition toutefois qu'ils « renoncent à cette forme de représaille rituelle » (couper les testicules, n. d. l. r.). « La Difesa », 3-8-35

A la veille du conflit les positions se précisent toujours davantage et tous les organismes de l'émigration italienne, en dehors de notre fraction, signeront une « déclaration commune de tous les antifascistes italiens » où, entre autres, il est dit :

« Le fascisme menace la vie de la nation italienne » ; « le fascisme déshonore l'Italie » ; « le fascisme ne représente pas l'Italie » ; « le fascisme est un ennemi de l'Italie ».

« Difesa », 7-9-1935.

Enfin, après la séance de la Société des Nations, l'organe centriste s'exprime ainsi :

« L'Assemblée de la Société des Nations a infligé une sévère leçon au fascisme. Notre Congrès (le Congrès des Italiens) rachètera la dignité et l'honneur du peuple italien que le fascisme essaie de couvrir d'infamie ».

« Difesa », 21-9-35.

Sur le même argument, un même son de cloche chez les socialistes :

« La Société des Nations a condamné non l'Italie, mais le gouvernement fasciste de Mussolini » et lance le mot d'ordre de « Au dehors. Mussolini », sans toutefois indiquer qui devrait lui succéder.

« Nuovo Avanti », 12-12-35.

Mais « Au dehors Mussolini », cela suppose qu'on pourra composer même avec les fascistes. Voici ce qu'écrivit l'organe centriste :

« Vos chefs vous appellent à fêter l'aube de la 14^e année du régime fasciste, à déployer vos drapeaux noirs, à donner libre cours à l'élan de votre foi. Nous, communistes, nous ne vous haïssons pas, vous souffrez avec nous la faim et l'oppression, vous versez votre sang avec les ouvriers de toute l'Italie ».

« Idea Popolare », 2-11-35 :

« Discours aux chemises noires ».

L'appel centriste aux fascistes arrive maintenant jusqu'aux chefs. Nous lisons :

Il y a aussi des chefs fascistes mécontents de l'aventure africaine, lesquels jugent que Mussolini a commis cette fois-ci une erreur irréparable. Les communistes et les antifascistes, fils du peuple italien, veulent être unis dans l'action avec tous les fascistes qui admettent comme eux que l'honneur, l'avenir, le sauvetage de l'Italie, exigent la paix, la punition des responsables de la guerre et l'éloignement de Mussolini du pouvoir. Cela le désirent les antifascistes, et la grande masse des fascistes, unis sur le front où l'on combat pour la véritable défense de l'Italie, qui est la patrie des uns et des autres. »

« Idea Popolare », 23-11-35.

Le projet de compromis Laval-Hoare sera âprement combattu par les socialistes et les centristes, mais encore une fois, au nom de la patrie. Le « Comité d'action » écrit :

« L'Italie ne possédant pas les capitaux nécessaires pour coloniser les territoires que lui concéderait le projet Laval-Hoare en Abyssinie, cette colonisation, d'ailleurs impossible pour les raisons du climat, ne pourrait être tentée qu'avec des capitaux étrangers à la domination desquels serait assujettie toute la vie économique de notre pays. »

« Idea Popolare », 21-12-35.

Lorsque le projet Hoare-Laval s'écroule, les socialistes, sous le titre « Nous aurons raison, parce que nous avons raison », dans le « Nuovo Avanti » du 4-1-36, écrivent, en réponse à Mussolini qui disait que la faute du torpillage revenait au labourisme, à la franc-maçonnerie et au communisme, ce qui suit :

Nous sommes loin de contester les responsabilités du labourisme et du communisme, qu'en partie nous revendiquons, et que nous voudrions revendiquer entièrement, mais le respect de la vérité nous oblige à dire que le torpillage du projet Laval-Hoare n'aurait pas été possible sans le concours de Mussolini. Dans le même article nous lisons : « Ce qui renforce notre conviction générale est que la guerre d'Afrique représentera la croix sur laquelle le peuple italien clouera le fascisme. »

Voici maintenant les conseils socialistes à Mussolini. Dans le « Nuovo Avanti » du 11-1-36 au sujet des « bombes de Dolo » et sur la trace des observations de Vladimir Ormesson dans le « Figaro » au sujet des avantages de la méthode de colonisation de Liautey par rapport à celle de la violence, les socialistes écrivent :

« Si l'objectif du fascisme était le protectorat italien sur l'Abyssinie, il est évident qu'il fallait gagner l'amitié des Ethiopiens, du Négus, non attaquer, non terroriser. Notre patriotisme consiste à le dire, à le crier jusqu'à ce que nous serons entendus et compris. »

Nous terminerons notre aperçu par la citation d'un point des « directives de l'action socialiste » qui sont présentées comme ayant été élaborées en Italie. Bien que l'on commence par dire :

« La tâche du mouvement socialiste devra être celle d'empêcher que la crise qui s'ouvrira avec la chute du fascisme puisse se rétablir au travers d'un compromis qui laisse aux forces réactionnaires une possibilité de reprise (Allemagne, Espagne) », l'on affirmera par après : « notre mouvement résoudra sans préjugés le problème des rapports avec les partis bourgeois. Il est nécessaire d'affirmer dès maintenant que nous ne nous opposons pas à des compromis lorsqu'ils sont nécessaires en vue d'atteindre nos buts. Il n'est pas possible de préciser la portée et la limite d'une telle entente, ni de tracer des frontières arbitraires parmi les groupes bourgeois avec lesquels cette entente pourrait être effectuée, ni fixer dès maintenant les conditions qui nous lieraient dès aujourd'hui inutilement les mains ».

« Nuovo Avanti », 25-1-36.

Problèmes de la période de transition

Dans notre exposé introductif, nous pensons avoir dégagé l'idée essentielle qu'il n'existe et ne peut exister aucun synchronisme entre la maturité historique de la Révolution prolétarienne et sa maturité matérielle aussi bien que culturelle. Nous vivons dans l'ère des révolutions prolétariennes parce que le progrès social ne peut se poursuivre qu'à la condition que disparaisse l'antagonisme de classe qui, jusqu'ici, fut le fondement de ce même progrès à une époque considérée comme la préhistoire du genre humain.

Mais l'appropriation collective des richesses développées par la société bourgeoise supprime seulement la contradiction entre la forme sociale des forces productives et leur appropriation privée. Elle n'est rien de plus que la condition « sine qua non » du développement ultérieur de la Société. Elle ne comporte aucun automatisme pour l'épanouissement social. Elle ne con-

tient en soi aucune des solutions constructives du Socialisme tout comme elle ne peut faire d'emblée table rase de toutes les inégalités sociales.

Point de départ, la collectivisation des moyens de production et d'échange n'est pas le socialisme, mais sa condition fondamentale. Elle n'est encore qu'une solution juridique aux contradictions sociales et, par elle-même, ne comble nullement les déficiences matérielles et spirituelles dont le prolétariat hérite du capitalisme. L'Histoire « surprend » le prolétariat et l'oblige à réaliser sa mission dans un état d'impréparation que le plus ferme idéalisme et le plus grand dynamisme révolutionnaires ne peuvent transformer d'emblée en une pleine capacité pour lui de résoudre tous les redoutables et complexes problèmes qui surgissent.

Tant après qu'avant la conquête du pouvoir, le prolétariat doit suppléer à l'imma-

turité historique de sa conscience en s'appuyant sur son parti — qui reste son guide et son éducateur dans la période de transition entre le capitalisme et le communisme. De même le prolétariat ne peut parer à l'insuffisance temporaire des forces productives que le capitalisme lui lègue qu'en recourant à l'Etat, organisme de contrainte, « fléau dont le prolétariat hérite dans sa lutte pour arriver à sa domination de classe mais dont il devra, comme l'a fait la Commune, et dans la mesure du possible atténuer les plus fâcheux effets, jusqu'au jour où une génération élevée dans une société d'hommes libres et égaux, pourra se débarrasser de tout fatras gouvernemental. » (Engels).

La nécessité de « tolérer » l'Etat pendant la phase transitoire s'échelonnant entre le capitalisme et le communisme, résulte du caractère spécifique de cette période définie par Marx dans sa « Critique de Gotha » : « nous avons affaire à une société communiste non pas telle qu'elle s'est développée sur les bases qui lui sont propres, mais telle qu'elle vient, au contraire, de sortir de la société capitaliste; par conséquent une société qui, sous tous les rapports : économique, moral, intellectuel, porte encore les stigmates de l'ancienne société des flancs de laquelle elle sort. » (Nous soulignons, N. d. l. R.).

Nous examinerons quels sont ces stigmates lorsque nous analyserons les catégories économiques et sociales que l'économie prolétarienne hérite du capitalisme, mais qui sont appelées à « dépérir » en même temps que l'Etat prolétarien.

Evidemment, il serait vain de se dissimuler le danger mortel qu'offre, pour la révolution prolétarienne, la survivance de cette servitude que constitue l'Etat, même ouvrier. Mais partir de l'existence en soi de cet Etat pour conclure à l'inévitable dégénérescence de la Révolution équivaldrait à faire fi de la dialectique historique comme à renoncer à la Révolution elle-même.

D'autre part, subordonner le déclenchement de la Révolution à la capacité pleinement réalisée par les masses d'exercer le pouvoir, reviendrait à renverser les données du problème historique tel qu'il se pose, à nier en somme la nécessité de l'Etat transitoire tout comme celle du parti. En définitive, ce postulat rejoint logiquement celui qui fonde la Révolution sur la « maturité » des conditions matérielles, et

que nous avons examiné dans la première partie de cette étude

Nous reviendrons par la suite sur le problème de la capacité de gestion des masses prolétariennes.

Si le prolétariat victorieux se trouve donc amené, de par les conditions historiques à devoir subir un Etat pendant une période plus ou moins prolongée, il lui importe cependant de savoir de quel Etat il s'agira.

La méthode marxiste permet d'une part, de découvrir la signification de l'Etat dans les sociétés divisées en classes, d'en définir la nature; d'autre part, par une analyse des expériences révolutionnaires vécues dans le cours du siècle dernier par le prolétariat, de déterminer le comportement de celui-ci vis-à-vis de l'Etat bourgeois.

Marx et surtout Engels dégagèrent la notion de l'Etat de tout son fatras idéaliste. Mettant à nu la véritable nature de l'Etat, ils découvrirent qu'il n'était qu'un instrument d'asservissement aux mains de la classe dominante, dans une société déterminée; qu'il ne servait qu'à sauvegarder les privilèges économiques et politiques de cette classe et à imposer, par la contrainte et la violence, les règles juridiques correspondant au mode de propriété et de production sur lequel ces privilèges étaient fondés; qu'enfin, l'Etat n'était que l'expression de la domination d'une minorité sur la majorité de la population. La charpente de l'Etat, en même temps aspect concret de la scission en classes de la Société, c'était sa force armée et ses organes coercitifs, placés au-dessus de la masse du peuple, s'opposant à elle et excluant toute possibilité, pour la classe opprimée, de maintenir sa propre organisation « spontanée » de défense armée. La classe dominante ne pouvait tolérer la coexistence de ses propres instruments répressifs avec une force armée du peuple.

Pour ne prendre que des exemples tirés de l'Histoire de la Société bourgeoise : en France, la révolution de février 1848 arma les ouvriers « qui se constituèrent en force dans l'Etat » (Engels); la bourgeoisie n'eut qu'une préoccupation : désarmer les ouvriers; elle les provoqua en liquidant les ateliers nationaux et elle les écrasa au cours du soulèvement de juin. En France encore, après septembre 1870, fut formée, en vue de la défense du pays, une garde

nationale, composée en majorité d'ouvriers: « L'antagonisme entre le gouvernement où il n'y avait, ou presque, que des bourgeois et le prolétariat en armes, éclata aussitôt... Armer Paris, c'était armer la Révolution. Pour Thiers, la domination des classes possédantes serait menacée tant que les ouvriers parisiens resteraient en armes. Les désarmer fut son premier souci. » (Engels). D'où le 18 mars et la Commune.

Mais ayant pénétré le « secret » de l'Etat bourgeois (qu'il fût monarchique ou républicain, autoritaire ou démocratique), le prolétariat avait à définir à son égard sa propre politique. La méthode expérimentale du marxisme lui en donna les moyens.

A l'époque du « Manifeste Communiste » (1847), Marx avait bien marqué la nécessité pour le prolétariat de conquérir le pouvoir politique, de s'organiser en classe dominante, mais sans pouvoir préciser qu'il s'agissait pour lui de fonder son propre Etat. Il avait déjà prévu la disparition de tout Etat avec l'abolition des classes, mais il n'avait pu dépasser une formulation générale, encore abstraite. L'expérience française de 1848-1851 fournit à Marx la substance historique qui allait renforcer en lui l'idée de la destruction de l'Etat bourgeois, sans lui permettre cependant de délimiter les contours de l'Etat prolétarien appelé à le remplacer. Le prolétariat apparaît comme la première classe révolutionnaire dans l'histoire, à qui incombe la nécessité d'anéantir la machine bureaucratique et policière, de plus en plus centralisée, dont toutes les classes exploiteuses s'étaient servies jusqu'ici pour écraser les masses exploitées. Dans son « 18 Brumaire », Marx souligna que « toutes les révolutions politiques « n'ont fait que perfectionner cette machine au lieu de la briser. » Le pouvoir centralisé de l'Etat, avec ses organes répressifs, remontait à la monarchie absolue; la Bourgeoisie naissante s'en servit pour lutter contre la féodalité la Révolution française ne fit que le débarrasser des dernières entraves féodales et le Premier Empire paracheva l'Etat moderne. La société bourgeoise développée transforma le pouvoir central en une machine d'oppression du prolétariat. Pourquoi l'Etat ne fut jamais détruit par aucune des classes révolutionnaires, mais conquis, Marx en donna l'explication fondamentale dans le « Manifeste » : « les moyens de production et d'échange, sur la base desquels s'est

édifiée la bourgeoisie, furent créés à l'intérieur de la société féodale ». La Bourgeoisie, sur la base de positions économiques conquises graduellement, n'eut pas à détruire une organisation politique dans laquelle elle était parvenue à s'installer. Elle n'eut à supprimer ni la bureaucratie, ni la police, ni la force armée, mais à subordonner ces instruments d'oppression à ses fins propres, parce que la révolution politique ne faisait que substituer juridiquement une forme d'exploitation à une autre forme d'exploitation.

Par contre, le prolétariat était une classe exprimant les intérêts de l'Humanité et non des intérêts particuliers pouvant s'encastrier dans un Etat fondé sur l'exploitation : « Les prolétaires n'avaient rien à sauvegarder qui leur appartenait; ils avaient à détruire toute garantie privée, toute sécurité privée existante » (Manifeste). La Commune de Paris fut la première réponse historique, encore bien imparfaite, à la question de savoir en quoi l'Etat prolétarien se différencierait de l'Etat bourgeois : la domination de la majorité sur la minorité dépossédée de ses privilèges, rendait inutile le maintien d'une machine bureaucratique et militaire, spécialement au service d'intérêts particuliers, à laquelle le prolétariat subsistait, et son propre armement — pour briser toute résistance bourgeoise — et une forme politique lui permettant d'accéder progressivement à la gestion sociale. C'est en cela que « la Commune ne fut déjà plus un Etat au sens propre du mot ». (Engels). Lénine souligna « qu'elle arrivait ainsi — œuvre gigantesque — à remplacer certaines institutions par des institutions de principe essentiellement différent ».

Mais l'Etat prolétarien n'en conservait pas moins le caractère foncier de tout Etat : il restait un organe de coercition qui, bien qu'assurant la domination de la majorité sur la minorité, ne pouvait toujours qu'exprimer l'impuissance à supprimer temporairement le droit bourgeois; il était, suivant l'expression de Lénine un *Etat bourgeois sans bourgeoisie* qui, sous peine de se retourner contre le prolétariat, devait être maintenu sous le contrôle direct de celui-ci et de son parti.

La théorie de la dictature du prolétariat, ébauchée dans le « Manifeste », mais qui puisa dans la Commune de 1871 ses

premiers matériaux historiques — juxtaposa à la notion de destruction de l'Etat bourgeois, celle du dépérissement de l'Etat prolétarien. L'idée de la disparition de tout Etat, on la trouve déjà chez Marx, à l'état embryonnaire, dans sa « Misère de la Philosophie »; mais ce fut surtout Engels qui la développa dans « L'origine de la Propriété » et « L'Anti-Dühring » tandis que par après, Lénine la commenta lumineusement dans « l'Etat et la Révolution ». Quant à la distinction fondamentale entre destruction de l'Etat bourgeois et extinction de l'Etat prolétarien, elle a été faite avec suffisamment de vigueur par Lénine pour que nous n'ayons pas à y insister ici, d'autant plus que nos considérations antérieures ne permettent aucune équivoque à ce sujet.

Ce qui doit retenir notre attention, c'est que le postulat du dépérissement de l'Etat prolétarien est appelé à devenir en quelque sorte la pierre de touche du contenu des révolutions prolétariennes. Nous avons déjà indiqué que celles-ci surgissaient dans un milieu historique obligeant le prolétariat victorieux à supporter encore un Etat, bien que ce ne pût être « qu'un Etat en dépérissement, c'est-à-dire constitué de telle sorte qu'il commence sans délai à dépérir et qu'il ne puisse pas ne point dépérir ». (Lénine).

Le grand mérite du marxisme fut d'avoir démontré irréfutablement que jamais l'Etat ne fut un facteur autonome de l'Histoire, mais qu'il n'était qu'un produit de la société divisée en classes. — la classe précédant l'Etat — tandis qu'il disparaîtrait avec les classes elles-mêmes. Si après la dissolution du communisme primitif l'Etat avait toujours existé sous une forme plus ou moins évoluée, parce qu'il se superposait nécessairement à une forme d'exploitation de l'homme par l'homme, il n'en était pas moins vrai qu'il devait tout aussi nécessairement mourir au terme d'une évolution historique qui rendrait superflues toute oppression et toute contrainte, parce qu'elle aurait éliminé le « droit bourgeois » et que, suivant l'expression de Saint-Simon « la politique se serait résorbée toute entière dans l'économie ».

Mais la science marxiste n'avait pas encore élaboré la solution au problème de savoir comment et par quel processus l'Etat disparaîtrait, problème qui était lui-

même conditionné par celui du rapport entre le prolétariat et « son » Etat.

La Commune — ébauche de la dictature du prolétariat, expérience gigantesque qui n'évita ni la défaite, ni la confusion parce que, d'une part, elle naquit dans une période d'immaturité historique et que d'autre part, il lui manqua le guide théorique, le parti — n'apporta que quelques éléments premiers esquissant encore vaguement les rapports entre Etat et Prolétariat.

Marx, en 1875, dans sa Critique de Gotha » dut encore s'en tenir à cette interrogation : « Quelle transformation subira l'Etat, dans une société communiste ? » (Marx vise ici la période de transition. N. d. l. R.) « Quelles fonctions sociales s'y maintiendront qui soient analogues aux fonctions actuelles de l'Etat ? Cette question ne peut être résolue que par la science et ce n'est pas en accouplant de mille manières le mot Peuple au mot Etat qu'on fera avancer le problème d'un saut de puce. » (Nous soulignons, N. d. l. R.).

Dans la Commune, Marx vit surtout une forme politique tout à fait expansive, tandis que les anciennes formes étaient essentiellement répressives; ...la forme politique, enfin trouvée, sous laquelle il était possible de réaliser l'émancipation du travail ». (« La Guerre Civile »). Ce faisant, il posait seulement les données du problème capital de l'initiation et de l'éducation des masses qui auraient à se dégager de plus en plus de l'emprise de l'Etat, pour enfin faire coïncider la mort de celui-ci avec la réalisation de la Société sans classes. En ce sens, la Commune posait quelques jalons sur la voie de cette évolution. Elle montrait que si le prolétariat ne pouvait supprimer d'emblée le système des délégations, « il avait à prendre ses précautions contre ses propres subordonnés et ses propres fonctionnaires en les déclarant sans exception et en tout temps amovibles. » (Engels). Et pour Marx, « rien ne pouvait être plus étranger à l'esprit de la Commune que de remplacer le suffrage universel (pour la désignation des mandataires. N. d. l. R.) par un système de nominations hiérarchiques. »

Mais l'élaboration théorique dut s'en tenir là. Et quarante ans plus tard, Lénine n'aura pas avancé en ce domaine. Dans son « Etat et la Révolution », il s'en tiendra à des formulations banales et sommaires, se bornera à souligner la nécessité de

« transformer les fonctions de l'Etat en des fonctions de contrôle et d'enregistrement si simples qu'elles soient à la portée de l'énorme majorité de la population et peu à peu de la population toute entière ». Il ne pourra que se limiter, comme Engels, à énoncer ce à quoi correspondra la disparition de l'Etat, c'est-à-dire à l'ère de la liberté véritable en même temps qu'à la mort de la démocratie qui aura perdu toute signification sociale. Quant au processus suivant lequel s'élimineront toutes les servitudes qui seront comme l'arrière-faix du capitalisme, Lénine constatera que la « question reste ouverte du moment et des formes concrètes de cette mort de l'Etat, car nous n'avons pas de donnée qui nous permette de la trancher ».

Ainsi restait non résolu le problème de la gestion d'une économie et d'un Etat prolétariens s'exerçant en fonction de la révolution internationale. Des principes régissant la solution politique de ce problème, le prolétariat russe se trouva dépourvu au moment où il s'engagea en Octobre 1917 dans la plus formidable expérience historique. Inévitablement les bolchéviks devaient sentir peser sur eux le poids écrasant de cette carence théorique au cours de leurs tentatives de *délimiter les rapports entre Etat et Prolétariat*.

Avec le recul d'où nous pouvons aujourd'hui considérer l'expérience russe, il apparaît que très probablement, si les bolchéviks et l'Internationale avaient pu acquérir une claire vision de cette tâche capitale, le reflux révolutionnaire à l'Occident, bien qu'il eût constitué quand même une entrave considérable au développement de la Révolution d'octobre, n'en aurait pas altéré le caractère internationaliste, et n'aurait pas provoqué sa rupture avec le prolétariat mondial en la conduisant à l'impasse du « socialisme en un seul pays ».

Mais l'Etat soviétique ne fut pas considéré par les bolchéviks, au travers des terribles difficultés contingentes, essentiellement comme un « fléau dont le prolétariat hérite et dont il devra atténuer les plus fâcheux effets », mais comme un organisme pouvant s'identifier complètement avec la dictature prolétarienne, c'est-à-dire le Parti.

D'où résulta cette altération principale que le fondement de la dictature du prolétariat, ce n'était pas le Parti, mais l'Etat

qui, par le renversement des rapports qui s'ensuivit, se trouva placé dans des conditions d'évolution aboutissant non à son dépérissement mais au renforcement de son pouvoir coercitif et répressif. D'instrument de la révolution mondiale, l'Etat prolétarien était appelé à devenir inévitablement une arme de la contre-révolution mondiale.

Bien que Marx, Engels et surtout Lénine eussent maintes fois souligné la nécessité d'opposer à l'Etat prolétarien son *antidote* prolétarien, capable d'empêcher sa dégénérescence, la Révolution russe, loin d'assurer le maintien et la vitalité des organisations de classe du prolétariat, les stérilisa en les incorporant à l'appareil étatique et ainsi dévora sa propre substance.

Même dans la pensée de Lénine, la notion « Dictature de l'Etat » devint prédominante. C'est ainsi qu'à la fin de 1918, dans sa plénière avec Kautsky (« Révolution prolétarienne ») il ne parvint pas à dissocier les deux notions opposées : Etat et Dictature du prolétariat. Il répliqua victorieusement à Kautsky pour ce qui concernait la définition de la dictature du prolétariat, sa signification fondamentale de classe (tout le pouvoir aux Soviets); mais à la nécessité de la destruction de l'Etat bourgeois et de l'écrasement de la classe dominante, il lia celle de la transformation des organisations prolétariennes en organisations étatiques. Il est vrai de dire que cette affirmation n'avait rien d'absolu, parce qu'elle se rapportait à la phase de guerre civile et de renversement de la domination bourgeoise et que Lénine visait les Soviets qui se substituaient en tant qu'instrument d'oppression sur la bourgeoisie à l'appareil d'Etat de cette dernière.

La difficulté énorme d'une juste orientation dans la question des rapports entre l'Etat et le Prolétariat et que Lénine ne put vaincre, provint précisément de cette double nécessité contradictoire de maintenir un Etat, organe de contrainte économique et politique restant sous le contrôle du prolétariat (donc de son parti) pendant que d'autre part devait être assurée la participation de plus en plus élargie des masses à la gestion et à l'administration de la société prolétarienne, alors que précisément cette participation ne pouvait s'exercer *transitoirement* qu'au sein d'organismes étatiques, corruptifs par nature.

L'expérience de la révolution russe ré-

véla au prolétariat combien s'affirmait complexe et difficile la tâche de produire un climat social où put s'épanouir l'activité et la culture des masses.

La controverse sur la Dictature et la Démocratie se concentra précisément sur ce problème dont la solution devait donner la clef des révolutions prolétariennes. A cet égard, il faut souligner que les considérations opposées de Lénine et Luxembourg sur la « démocratie prolétarienne », partaient de la préoccupation qui leur était commune, de créer les conditions d'une expansion incessante des capacités des masses. Mais pour Lénine, le concept de la démocratie, même prolétarienne, impliquait toujours celui de l'oppression inévitable d'une classe sur une autre classe, que ce fût la domination bourgeoise écrasant le prolétariat ou la dictature du prolétariat s'exerçant sur la bourgeoisie. Et la « démocratie » disparaissait, comme nous l'avons déjà dit, au moment où elle se trouvait entièrement réalisée avec l'extinction des classes et de l'Etat, c'est-à-dire au moment où le concept de liberté recevait sa pleine signification.

A l'idée de Lénine d'une démocratie « discriminatoire », Luxembourg (« Révolution russe ») opposait celle de la « démocratie sans limites » qui représentait pour elle la condition nécessaire d'une « participation sans entraves des masses populaires » à la dictature du prolétariat. Celle-ci ne pouvait se réaliser qu'au travers de l'exercice total des libertés « démocratiques » : liberté illimitée de la presse, liberté politique entière, parlementarisme (bien que, par après, dans le programme de Spartacus, le sort du parlementarisme se trouvera subordonné à celui de la Révolution).

Le souci prédominant de Luxembourg, de ne pas voir les organes de la machine étatique entraver l'épanouissement de la vie politique du prolétariat et sa participation active aux tâches de la dictature, l'empêcha d'apercevoir le rôle fondamental conféré au Parti, puisqu'elle alla jusqu'à opposer Dictature de classe et Dictature de Parti. Son énorme mérite fut cependant d'avoir opposé, comme Marx le fit pour la Commune, le contenu social de la domination bourgeoise à celui de la domination prolétarienne : « la domination de classe de la bourgeoisie n'avait pas besoin d'une instruction et d'une éducation politi-

que de toute la masse du peuple ou du moins pas au delà de certaines limites fort étroites, tandis que pour la dictature prolétarienne, elle est l'élément vital, l'air sans lequel elle ne peut pas exister ». Dans le programme de Spartacus, elle reprit les données du problème capital de l'éducation des masses (dont la solution revient au parti), en posant que « l'histoire ne nous rend pas la tâche aussi facile qu'elle l'était pour les révolutions bourgeoises; il ne suffit pas de renverser le pouvoir officiel au centre et de le remplacer par quelques douzaines ou quelques milliers d'hommes nouveaux. Il faut que nous travaillions de bas en haut. »

Emporté par le processus contradictoire de la révolution russe, Lénine mettait sans cesse l'accent sur la nécessité d'opposer un « correctif » prolétarien et des organes de contrôle ouvrier, à la tendance corruptive de l'Etat transitoire.

Dans son rapport au Congrès des Soviets d'avril 1918 sur les « tâches actuelles du pouvoir soviétique », il soulignait la nécessité de surveiller constamment l'évolution des Soviets et du pouvoir soviétique : « il y a une tendance « petite bourgeoisie » qui transforme les membres des Soviets en « parlementaires » ou en bureaucrates. Il faut lutter contre cela en attirant dans l'administration, tous les membres des Soviets ». Dans ce but Lénine préconisait « la participation de tous les pauvres à la pratique de l'administration, la participation gratuite de tout travailleur à l'administration de l'Etat, ses huit heures de travail productif une fois achevées. Il est bien difficile d'atteindre ce but, mais cette transition est essentielle pour le socialisme. La nouveauté des difficultés de cette tâche provoque naturellement des tâtonnements, de nombreuses fautes, des hésitations — tout cela est inévitable au cours de tout mouvement brusque en avant. L'originalité du moment présent aux yeux de beaucoup de ceux qui s'appellent socialistes, réside dans le fait qu'on s'était habitué à opposer le capitalisme au socialisme, mettant entre les deux le mot « bond ».

Que dans le même rapport, Lénine fut amené à légitimer les pouvoirs dictatoriaux individuels, était l'expression non seulement d'une sombre situation contingente engendrant le « communisme de guerre », mais également du contraste déjà souligné

entre, d'une part, un régime nécessaire de contrainte appliqué par la machine d'Etat et, d'autre part, le besoin pour la sauvegarde de la dictature prolétarienne de diluer ce régime dans l'activité grandissante des masses. « Autant, disait-il, nous devons mettre d'énergie à défendre les pouvoirs dictatoriaux des individus à de certaines fins exécutives déterminées, autant nous devons veiller à ce que les formes et les procédés de contrôle des masses soient multiples et variés afin de parer à toute ombre de déformation du pouvoir des Soviets et d'arracher sans cesse l'ivraie bureaucratique ».

Mais trois ans de guerre civile et la nécessité vitale d'un redressement économique empêchèrent les bolchéviks de rechercher une ligne politique claire quant aux rapports entre les organes étatiques et le prolétariat. Non pas qu'ils n'eussent pas pressenti le péril mortel qui menaçait le cours de la Révolution. Le programme du 8e Congrès du Parti russe en mars 1919, parlait du danger de la renaissance partielle de la bureaucratie qui s'effectuait à l'intérieur du régime soviétique, et cela bien que tout l'ancien appareil bureaucratique tsariste eût été détruit de fond en comble par les Soviets. Le 9e Congrès de décembre 1920 traitait encore de la question bureaucratique. Et au 10e Congrès, celui de la NEP, Lénine en discuta longuement pour aboutir à cette conclusion : que les racines économiques de la bureaucratie soviétique ne s'implantaient pas sur des bases militaires et juridiques comme dans l'appareil bourgeois mais qu'elles portaient des services; que la bureaucratie, si elle avait repoussé, surtout dans la période du « communisme de guerre », n'avait fait qu'exprimer le « côté négatif » de cette période, avait été en quelque sorte la rançon de la nécessité d'une centralisation dictatoriale donnant la maîtrise au fonctionnaire. Après une année de « nouvelle politique économique », Lénine au 11e Congrès, souligna avec force la contradiction historique s'exprimant par l'obligation pour le prolétariat de prendre le pouvoir et de l'utiliser dans des conditions d'impréparation idéologique et culturelle : « Nous avons en mains un pouvoir politique absolument suffisant; nous avons aussi des ressources économiques suffisantes; mais l'avant-garde de la classe ouvrière qui s'est lancée en avant n'a pas assez de savoir-

faire pour conduire elle-même directement ses affaires, pour fixer les bornes, pour se départager, pour subordonner elle-même et ne pas se laisser subordonner. Pour cela, il faut avant tout du savoir-faire et c'est ce qui nous fait défaut; c'est une situation qui ne s'est jamais encore vue dans l'histoire ».

A propos du Capitalisme d'Etat qu'il avait fallu accepter, Lénine exhortait le parti : « Apprenez donc, communistes, ouvriers, partie consciente du prolétariat qui s'est chargée de diriger l'Etat, apprenez à faire de la sorte que l'Etat que vous avez pris entre vos mains agisse selon votre gré... l'Etat reste entre vos mains, mais est-ce qu'en fait de politique économique nouvelle il a marché selon nos desirs ? NON !... Comment a-t-il donc marché ? La machine vous glisse sous la main : on dirait qu'un autre homme la dirige, la machine court dans une autre direction que celle qu'on lui a tracée ».

Lénine, en posant comme tâche de « construire le communisme avec des mains non-communistes » ne faisait que reprendre une des données du problème central à résoudre par la révolution prolétarienne. En marquant que le parti avait à diriger dans la voie tracée par lui, l'économie que « d'autres » gèrent, il ne faisait qu'opposer la fonction du parti à celle, divergente, de l'appareil étatique.

La sauvegarde de la Révolution russe et son maintien sur les rails de la Révolution mondiale n'étaient donc pas conditionnés par l'absence de l'ivraie bureaucratique — excroissance accompagnant inévitablement la période transitoire — mais par la présence vigilante d'organismes prolétariens où pût s'exercer l'activité éducatrice du Parti, conservant au travers de l'Internationale la vision de ses tâches internationalistes. Ce problème capital, les Bolcheviks ne purent le résoudre par suite d'une série de circonstances historiques et parce qu'ils ne disposaient pas encore du capital expérimental et théorique indispensable. L'écrasante pression des événements contingents leur fit perdre de vue l'importance que pouvaient représenter la conservation des Soviets et Syndicats en tant qu'organisations se juxtaposant à l'Etat et le contrôlant, mais ne s'y incorporant pas.

L'expérience russe n'a pu démontrer dans quelle mesure les Soviets eussent pu constituer suivant l'expression de Lénine « l'organisation des travailleurs et des

masses exploitées, auxquels ils faciliteraient la possibilité d'organiser et de gouverner l'Etat eux-mêmes »; dans quelle mesure ils eussent pu concentrer en eux « le législatif, l'exécutif et le judiciaire », si le centrisme ne les avait castrés de leur puissance révolutionnaire.

En tout état de cause, les Soviets apparurent comme la forme russe de la dictature du prolétariat plutôt que comme sa forme spécifique, acquérant une valeur internationale. Ce qui est acquis, au point de vue expérimental c'est que, dans la phase de destruction de la société tsariste, les Soviets constituèrent la charpente de l'organisation armée que les ouvriers russes substituèrent à la machine bureaucratique et militaire et l'autocratie et dirigèrent ensuite contre les réactions des classes exploitées.

Quant aux syndicats, leur fonction fut altérée dans le processus même de dégénérescence de tout l'appareil de la dictature prolétarienne. Dans sa « maladie infantile » (datant du début de 1920) Lénine soulignait toute l'importance des syndicats par lesquels « le parti se trouvait intimement lié avec la classe et avec la masse et par lesquels, sous la direction du parti, la dictature de classe était réalisée ». Tout comme avant la conquête du pouvoir « le parti se trouvait d'autant plus obligé, et par les anciennes méthodes et par les nouvelles, à s'attacher à l'éducation des syndicats, à les diriger, sans oublier, en même temps qu'ils restaient et resteraient longtemps l'indispensable « école du communisme », l'école préparatoire des prolétaires pour la réalisation de leur dictature, l'association indispensable des ouvriers pour le passage définitif de toute l'économie du pays. d'abord aux mains de la classe ouvrière (et non de professions isolées), puis de tous les travailleurs ».

La question du rôle des syndicats prit de l'ampleur à la fin de 1920. Trotsky, se basant sur l'expérience qu'il avait réalisée dans le domaine des transports, considérait que les syndicats devaient être des organismes d'Etat chargés de maintenir la discipline du travail et d'assurer l'organisation de la production il allait même jusqu'à proposer leur suppression, prétendant que dans un Etat ouvrier, ils faisaient double emploi avec les organes de l'Etat !

La discussion rebondit au 10e Congrès du Parti, en mars 1921, sous la pression

des événements (Cronstadt). La conception de Trotsky s'y heurta tant à « l'Opposition ouvrière », dirigée par Chliapnikov et Kollontai, qui proposait de confier aux syndicats la gestion et la direction de la production, qu'à celle de Lénine, qui considérait l'étatisation des syndicats comme prématurée et estimait que « l'Etat n'étant pas ouvrier, mais ouvrier et paysan avec de nombreuses déformations bureaucratiques », les syndicats avaient à défendre les intérêts ouvriers contre un tel Etat. Mais la thèse partagée par Lénine soulignait bien que le désaccord avec la thèse de Trotsky ne portait pas sur une question de principe, mais résultait de considérations contingentes.

Le fait que Trotsky fut battu à ce Congrès, n'indiqua nullement que la confusion se trouva dissipée quant au rôle que les syndicats avaient à jouer dans la dictature prolétarienne. En effet, les thèses du 3e Congrès de l'I. C. reproduisirent cette confusion en marquant, d'une part que : « avant, pendant et après la conquête du pouvoir, les syndicats demeurent une organisation plus vaste, plus massive, plus générale que le parti et, par rapport à ce dernier, jouent jusqu'à un certain point, le rôle de la circonférence par rapport au centre », et aussi que « les communistes et les éléments sympathisants doivent constituer à l'intérieur des syndicats des groupements communistes entièrement subordonnés au parti communiste dans son ensemble ». D'autre part « qu'après la conquête et l'affermissement du pouvoir prolétarien, l'action des syndicats se transporte surtout dans le domaine de l'organisation économique et ils consacrent presque toutes leurs forces à la construction de l'édifice économique sur les bases socialistes, devenant ainsi une véritable école pratique de communisme ».

On sait que, par la suite, les syndicats, non seulement perdirent tout contrôle sur la direction des entreprises, mais qu'ils devinrent des organismes chargés de pousser la production et non de défendre les intérêts des ouvriers. En « compensation », le recrutement administratif de l'industrie s'opéra parmi les dirigeants syndicaux et le droit de grève « théorique » fut maintenu, tandis qu'en fait, les grèves se heurtaient à l'opposition des directions syndicales.

Le critère sûr servant d'appui aux marxistes pour affirmer que l'Etat soviétique est un Etat dégénéré, qui a perdu toute fonction prolétarienne, qui est passé au service du capitalisme mondial, se fonde sur cette vérification historique que l'évolution de l'Etat russe, de 1917 à 1936, loin de tendre vers le dépérissement de celui-ci, s'orienta au contraire vers son renforcement, ce qui devait conduire inévitablement à en faire un instrument de l'oppression et de l'exploitation des ouvriers russes. On assiste à un phénomène tout à fait nouveau dans l'histoire, résultant d'une situation historique sans précédent : l'existence au sein de la Société capitaliste d'un Etat prolétarien basé sur la collectivisation des moyens de production, mais où se vérifie un processus social déterminant une exploitation effrénée de la force de travail, sans que cette exploitation puisse être rattachée à la domination d'une classe possédant des droits juridiques sur la production et y exerçant son initiative. Ce « paradoxe » social ne peut, d'après nous, être expliqué par l'affirmation de l'existence d'une bureaucratie érigée en classe dominante (deux notions qui s'excluent réciproquement du point de vue du matérialisme historique); mais il ne peut être que l'expression d'une politique qui livra l'Etat russe à l'emprise de la loi d'évolution du capitalisme mondial aboutissant à la guerre impérialiste. Au chapitre consacré à la gestion de l'économie prolétarienne, nous reviendrons sur l'aspect concret de cette caractéristique essentielle de la dégénérescence de l'Etat soviétique, en vertu de laquelle le prolétariat russe se trouve être la proie, non d'une classe exploiteuse nationale, mais de la classe capitaliste mondiale; un tel rapport économique et politique contient évidemment toutes les prémices capables demain, dans la tourmente de la guerre impérialiste, de provoquer la restauration du capitalisme en Russie, si le prolétariat russe, avec l'aide du prolétariat international, ne parvient pas à balayer les forces qui l'auront précipité dans le masacre.

Tenant compte des considérations que nous avons énoncées quant aux conditions et à l'ambiance historique dans lesquelles naît l'Etat prolétarien, il est évident que le dépérissement de celui-ci ne peut se concevoir en tant que manifestation autonome, se limitant à des cadres nationaux, mais

seulement comme le symptôme du développement de la Révolution mondiale.

L'Etat soviétique ne pouvait dépérir dès l'instant où le parti et l'Internationale ne concevaient plus la révolution russe comme une étape et un chaînon de la révolution mondiale et lui assignaient au contraire, la tâche de construire le « Socialisme en un seul pays ». Cela explique pourquoi le poids spécifique des organes étatiques et l'exploitation des ouvriers russes s'accroissent avec le développement de l'industrialisation et des forces économiques, pourquoi la « liquidation des classes » détermina non l'affaiblissement de l'Etat, mais son renforcement, s'exprimant par le rétablissement des trois forces formant la charpente de l'Etat bourgeois : la bureaucratie, la police et l'armée permanente.

Ce phénomène social n'apporte dans la moindre mesure, la démonstration que la théorie marxiste est fautive, qui fonde la révolution prolétarienne sur la collectivisation des forces productives et sur la nécessité de l'Etat transitoire et de la dictature du prolétariat. Ce phénomène est seulement le fruit amer d'une situation historique qui empêche les bolchéviks et l'Internationale d'asservir l'Etat à une politique internationaliste, qui fit d'eux, au contraire, les serviteurs de l'Etat contre le prolétariat, en les engageant dans la voie du socialisme national. Les bolchéviks ne parvinrent pas, au travers des difficultés gigantesques qui les assaillaient, à formuler une politique qui les eût prémunis contre la confusion qui s'établit entre l'appareil étatique de répression, (lequel aurait dû être dirigé seulement contre les classes dépossédées) et les organisations de classe du prolétariat qui auraient dû exercer leur contrôle sur la gestion administrative de l'économie. La disparition de ces organismes obligea l'Etat prolétarien, sur la base de la réalisation du programme national, à diriger ses organes répressifs aussi bien contre le prolétariat que contre la bourgeoisie, afin d'assurer la marche de l'appareil économique. L'Etat, « fléau inévitable » se retourna contre les ouvriers bien que le maintien nécessaire du « principe d'autorité » pendant la période transitoire n'impliquât nullement l'exercice de la contrainte bureaucratique.

Précisément, le problème consistait à ne pas approfondir le décalage existant entre

l'impréparation politique et culturelle du prolétariat même et l'obligation que le cours historique lui imposa d'avoir à gérer un Etat. La solution devait tendre, au contraire, à combler cette contradiction.

Mais avec Rosa Luxembourg nous disons qu'en Russie la question de la vie de l'Etat prolétarien et de l'édification du socialisme ne pouvait être que posée et

non résolue. C'est aux fractions marxistes à extraire de la Révolution russe les données essentielles qui permettront au prolétariat, dans le flux des révolutions nouvelles, de résoudre les problèmes de la Révolution mondiale et de l'instauration du communisme. (A suivre)

MITCHELL

Calligaris toujours déporté en Russie Sauvons-le !

Nous sommes sans nouvelles de notre camarade. Les bourreaux centristes laisseront-ils donc un jour échapper leur proie? Les bonzes du parti italien ont-ils l'intention de nous permettre seulement de ramener en Europe un cadavre? Criions donc encore une fois que Calligaris est tuberculeux et à un degré très élevé. Le climat de Sibérie, les privations qu'on lui impose, le tuent aussi sûrement que la prison la plus infecte.

Le centrisme considère-t-il Calligaris comme un témoin tellement gênant de ce qui se passe en Russie qu'il ne voit d'autre moyen que de le supprimer? Qu'il parle enfin. Que l'on sache ce qu'il veut. La comédie de la « punition » de Calligaris a assez duré: c'est sur la tragédie de la vie que lui fait le centrisme qu'il faut s'expliquer. Calligaris veut quitter le pays de Stackhanov. Il veut rejoindre ses frères de lutte, dans le pays de son choix et non être remis entre les mains de Mussolini. L'Union Soviétique, qui confine un prolétaire aux bornes de la Sibérie pour tuer en lui tout internationalisme prolétarien, veut-elle l'obliger à préférer le bain de la fascisme italien à ses isolateurs de Sibérie? C'est donc là le but des bureaucrates centristes qui disent à Mariottini et bien avant à Calligaris: « Si tu veux quitter la Russie, va à l'ambassade italienne ». Ainsi on pourra toujours monter une histoire de provocation.

La libération de Victor Serge à la suite d'une campagne menée par différents milieux, doit nous encourager à exiger, plus fort que jamais, la libération de Calligaris, la possibilité pour Mariottini de quitter la Russie pour le pays de son choix.

Dans les syndicats de France, de Belgique, nos camarades, les communistes qui savent ce que signifie la solidarité prolétarienne, poseront le cas de l'ouvrier Calligaris, cet émigré italien prisonnier du régime soviétique et qui, après avoir souffert dans les prisons d'Italie, apprend à souffrir moralement et physiquement dans le pays de la révolution d'Octobre.

Nous ne savons si la Conférence du Droit d'Asile, qui se tiendra à Paris d'ici peu, verra quelques délégués poser le problème du Droit d'Asile en Russie. Mais aux centristes et socialistes qui en sont les initiateurs nous tenons, dès aujourd'hui, à dire qu'ils s'enlèvent toute possibilité réelle de lutter pour la défense de l'ouvrier émigré de France ou de Belgique, tant qu'ils toléreront que des ouvriers émigrés soient persécutés et emprisonnés en Russie pour « délit d'opinion », en réalité pour opinions internationalistes.

Calligaris, Mariottini et tous les autres doivent pouvoir quitter librement la Russie. Nous demandons à tous les groupes communistes de nous aider pour obtenir ce résultat.

Victor Serge hors des griffes du centrisme

C'est avec joie que notre fraction a salué la libération de Victor Serge qui, la tête haute, sans avoir capitulé devant la bureaucratie soviétique, est venu prendre place dans les rangs du prolétariat révolutionnaire des pays d'Occident. Un parmi tant de communistes de gauche qui gisent aujourd'hui dans les prisons, les lieux de déportation où ils sont meurtris par les répressions, est enfin parmi nous. Victor Serge n'a pas oublié les grandes tâches qui lui incombent du fait de sa libération. Quelques jours après son arrivée à Bruxelles, il écrivait une lettre émouvante à la « Révolution Proletarienne » dont nous extrayons ce passage :

« J'ai laissé derrière moi, en Russie, une foule de militants durement, indéfiniment, implacablement persécutés pour le seul « crime de pensée », parce qu'ils ne vivent que pour la révolution. Ils remplissent les prisons, les camps de concentration, les lieux de déportation. Ils y meurent. J'apporte la nouvelle de la mort de l'un des communistes opposants les plus doués et les plus courageux. J'ai quitté ces hommes avec une tristesse sans bornes ; je me suis arraché d'eux, mais ce ne doit être là qu'un arrachement physique : de toute mon âme, je reste et resterai avec eux. Je ne veux pas, en ce moment, distinguer entre eux des tendances et des idéologies : ils représentent tous le droit de penser dans la révolution, la dignité humaine dans le socialisme. Il faut penser à eux, sans cesse ».

Qui donc plus que le camarade Serge sera qualifié pour rappeler sans répit aux travailleurs de ces pays qu'ils ont un devoir sacré de solidarité prolétarienne à remplir ; qui mieux que lui pourra être l'interprète d'ouvriers révolutionnaires qui, dans les prisons de Russie, attendent de la solidarité internationale un adoucissement de leur sort ? Nous sommes convaincus que Victor Serge, dont on connaît la grande probité, mettra son talent littéraire tout entier au service de cette cause.

Nous saluons donc sa venue en Europe occidentale et en lui nous saluons les révolutionnaires russes dont il a partagé la vie de souffrances.

Nous ne doutons pas que Serge sera parmi ceux qui s'efforceront de comprendre ou de vouloir comprendre la leçon des terribles événements russes. Les trois années de déportation qu'il passa à Orenbourg auront sans doute été mises à profit par lui pour préparer une riche contribution à l'étude du problème capital de notre époque : celui de la révolution prolétarienne, de l'Etat prolétarien, de leur devenir.

Certes, nous n'ignorons pas que des divergences très nettes se manifesteront entre les positions de notre fraction et celles que le camarade Serge exprimera au nom des emprisonnés communistes de Russie qui prennent comme étendard Trotski. Mais, pourvu que l'on veuille discuter, que l'on puisse discuter et la confrontation des positions s'avèrera d'une utilité colossale, car elle ne fera qu'exprimer la confrontation des expériences du prolétariat italien, qui git aujourd'hui sous la botte fasciste, mais dont les cadres de communistes de gauche se forment dans les prisons et aux îles ; et les expériences douloureuses du prolétariat russe dont le centrisme a fracassé la nuque avec la théorie du socialisme en un seul pays.

Victor Serge est un représentant authentique de tous ceux qui tiennent haut et ferme le drapeau de l'internationalisme prolétarien en Russie et c'est pourquoi nous espérons et lui souhaitons fraternellement d'avoir la force d'échapper aux aventures de ceux qui construisent des partis et des Internationales à tour de bras, afin de préserver le capital politique, élaboré dans les souffrances de tant de prisons et de camps de concentration, d'une dilapidation dangereuse.

Victor Serge est libre, mais il faut maintenant lutter pour tous ceux qui restent et qui attendent tout de la solidarité des prolétaires du monde entier.

EN VENTE A LA LIBRAIRIE DU TRAVAIL

17, rue Sambre-et-Meuse, Paris

Rosa LUXEMBOURG:

L'Accumulation du Capital (tome I) 12.00

De l'Union Sacrée à Zimmerwald

par A. Rosmer Prix : 45 fr.

LISTE DE SOUSCRIPTIONS:

Report N° 26 1,035.70

LISTE N° 25 (PARIS). — Un camarade
paysan, 15; Rebbio, 5.50; Dora, 1; Larina
saluant Dario, 3; Pino, pour la révolution
prolétarienne, 70; Bruno D., 10; Gigi, 10.

— Total 114.50

1,150.20

La Ligue des Communistes Internationalistes de Belgique vient d'éditer la brochure de Rosa Luxembourg, « Grève Générale, Parti, Syndicats ». Prix: 3 francs. Elle est en vente à la Librairie du Travail, à la Librairie de la Farfalla, près des camarades de l'Union Communiste et de notre Fraction.

La Ligue des Communistes Internationalistes de Belgique met en vente son Cahier d'Etudes n° 2: « Les Problèmes de la Guerre », par Gehan. Prix: fr. 2.50. S'adresser à A. Hennaut, 468, chaussée de Waterloo, Bruxelles.

“ Bilan ” est en vente :

PARIS (FRANCE)

Librairie Farfalla, 269, Faubourg Saint-Antoine.

Librairie du Travail, 17, rue Sambre-et-Meuse.

Librairie Corti, 6, rue de Clichy, (9e).

Kiosque: 7, Boulevard Saint-Michel.

Kiosque: 47, Boulevard Saint-Michel.

Kiosque: Place de la République (coin rue de la Douane).

BRUXELLES (BELGIQUE)

Kiosque: Place de la Chapelle.